

France 2030 régionalisé
APPEL A PROJETS
« Projets de formations professionnelles en région Centre-Val de Loire »

PÔLE SUPÉRIEUR DE



2023-2050

Table des matières

Introduction	2
A- Diagnostic préalable qui fonde l'intention	3
B- Insertion du projet au regard des actions précédemment menées, des offres existantes sur le(s) territoire(s) concerné(s) et des besoins identifiés sur ce(s) territoire(s)	6
C- Identification des filières ciblées par le projet	7
D- Objectifs qualitatifs et quantitatifs du projet et ambitions en matière de résultats et d'impact.....	7
E- identification des conditions de réussites et la manière de les satisfaire	8
F- Descriptif détaillé du dispositif proposé : offre de formation proposée répondant aux besoins en compétence des entreprises, service d'accompagnement des parcours à l'échelle individuelle, dispositif de coopération mis en place entre les acteurs, plateau(x) pédagogique(s), lieu d'incarnation du dispositif, offre d'hébergement, etc..	8
G- Le rôle des différents acteurs participant à la mise en œuvre du projet et leur implication à chacune des étapes devront être précisés	9
H- Ressources mobilisées par le projet : nature des ressources propres, moyens humains (nombre et fonction des personnes nécessaires pour sa mise en œuvre)	9
I - Les outils, partenariats et démarches envisagés pour atteindre les objectifs du projet	10
J- Résultats attendus et impact du projet sur la filière économique et sur le territoire	10
K- Modalités de suivi, d'amélioration continue, dispositif d'auto-évaluation, lien avec l'appui-recherche.....	11
L- Les indicateurs quantitatifs et qualitatifs proposés et mis en place pour en mesurer l'avancement, les résultats et le succès du projet	12
M - Un calendrier de mise en œuvre et d'exploitation	12
N- identification des autres structures concourant à la réalisation du projet	12
O- Description de l'organisation prévue pour animer et piloter le projet dans la durée.....	13
P- Identification de l'équipe projet dédiée au pilotage	14
Conclusion.....	15
Annexe 1 : Cohérence entre le projet de pôle supérieur de la culture du vivant et le pacte d'orientation pour le renouvellement des générations en agriculture.....	17
Annexe 2 : Analyse des AMI France 2030.....	19
Annexe 3 : Notre Projet et le Projet Régional Enseignement Agricole en région Centre-Val de Loire 2023-2027.....	23
Annexe 4 : Les nouveaux métiers envisagés et les compétences attendues.....	24
Annexe 5 : Détails sur l'état d'avancement du projet	30
Annexe 6 : Les formations et les compétences attendues	33
Annexe 7 : Rôle des différents acteurs participant à la mise en œuvre du projet et leur implication à chacune des étapes	42
Annexe 8 : moyens humains nécessaires à la mise en œuvre du projet	44
Annexe 9 : outils, partenariats et démarches envisagés pour atteindre les objectifs du projet.....	47
Annexe 10 : résultats attendus et impact du projet sur la filière économique et sur le territoire.....	48
Annexe 11 : calendrier de mise en œuvre et d'exploitation.....	49
Annexe 12 : localisation régionale des formations	51
Annexe 13 : Identification des risques du projet et de leurs impacts financiers.....	52
Annexe 14 : Synthèse des cursus du projet France 2030	54
Annexe 15 : Business model	60
Annexe 16 : Plaquette	61

Introduction

Parce qu'ils concernent des domaines aussi décisifs que l'alimentation, l'eau, l'environnement, les paysages ou l'énergie, les métiers de la culture du vivant sont essentiels et stratégiques pour le développement économique et social des territoires. Ces métiers doivent cependant évoluer et se réinventer pour **répondre aux besoins des entreprises et relever le grand défi de la transition écologique** dans un monde plein d'incertitudes. Ceci ne peut bien entendu se faire sans proposer aux jeunes générations de nouvelles formations professionnalisantes.

Alors qu'elle bénéficie d'un certain nombre d'avantages compétitifs concernant la production agricole, l'agro-alimentaire, la gestion et le stockage d'énergie, les écotechnologies relatives à l'eau et ses milieux, **la région Centre-Val de Loire ne dispose pas d'une offre de formation supérieure significative pour les métiers de la culture du vivant**. Cette lacune oblige les jeunes à se former dans d'autres régions et pénalise les entreprises locales qui expriment des difficultés concernant le recrutement et la fidélisation des personnes extérieures à la région ou l'ayant quitté pour leurs études.

Le présent projet, initié par le duo EPLEFPA / Chambre d'agriculture du Cher et soutenu par un large consortium régional, a pour ambition de créer un **pôle supérieur de la culture du vivant** capable d'offrir des formations de pointe aux futurs actifs des métiers de l'agriculture et de l'environnement. La dynamique mise en place au sein du consortium a pour objectif de renforcer les liens entre la formation, la recherche, l'innovation et les entreprises du territoire pour construire des formations tournées vers l'avenir et adaptées aux besoins locaux. Ce travail partenarial a d'ores et déjà permis de concevoir 2 nouvelles licences pour la rentrée 2025 (hors demande de financement France 2030). Le projet présenté ici concerne la mise en place de **4 nouvelles licences professionnelles et 1 master**.

Au terme du soutien financier apporté par France 2030, le modèle économique du Pôle supérieur de la culture du vivant reposera sur un principe structurant : le **financement des formations par alternance**, principalement à travers les contrats d'apprentissage et, en complément, les dispositifs de transition professionnelle. Cette orientation stratégique permet à la fois de répondre aux besoins en compétences des entreprises du territoire, d'ancrer les apprenants dans la réalité professionnelle tout en préservant une assise financière plus pérenne que celle fondée sur des subventions publiques incertaines ou des appels à projets ponctuels. En assurant une prise en charge directe des coûts de formation par les OPCO et les entreprises partenaires, ce modèle renforce la viabilité économique du pôle¹.

Ainsi, en organisant et en renforçant les liens entre les acteurs locaux du monde de l'entreprise, de la formation et de la recherche, le pôle jouera **un rôle véritablement structurant pour le territoire**. L'accent mis sur l'apprentissage, l'innovation et la dynamique de réseau permettra de renforcer la notoriété du territoire, l'ancrage et la fidélisation des étudiants, l'attractivité régionale vis-à-vis des entreprises extérieures ainsi que le développement de synergies et de mutualisation de ressources entre la recherche et la formation.

¹ Une projection recettes-dépenses détaillée de ce modèle est présentée dans l'annexe financière (onglet 5) du dossier, démontrant ainsi la solidité du schéma envisagé pour la poursuite et l'amplification de l'offre de formation au-delà de 2028.

A- Diagnostic préalable qui fonde l'intention

1) Un écosystème agricole en région Centre-Val de Loire

La région Centre Val de Loire est une région agricole dynamique qui s'appuie sur un écosystème faisant interagir notamment des acteurs de la production agricole, de l'agroalimentaire, du paysage, des activités de conseil et de service et de l'agroéquipement. Selon OCAPIAT, cet écosystème représente 146 507 actifs travaillant très majoritairement pour de petites entreprises (92,4% des actifs appartiennent à des entreprises de moins de 11 salariés).



La surface moyenne des exploitations professionnelles de la région est de 145 hectares, comparée à une moyenne nationale d'environ 60 hectares, et les exploitations du Cher dépassent de 21 hectares la moyenne régionale. Le Cher se distingue également en étant le troisième producteur national de colza, tandis que la région Centre-Val de Loire est la deuxième région productrice de céréales en France.

La valeur ajoutée générée par l'agriculture en région Centre-Val de Loire est supérieure de 2,2 points à la moyenne nationale, soulignant l'importance de ce secteur dans l'économie régionale. Bien que l'agriculture représente 6 % des actifs du Cher (3.6% en région), elle induit de nombreux emplois indirects dans l'industrie (construction de machines agricoles), l'agroalimentaire, et le tertiaire (comptabilité, conseil, etc.).

2) Les enjeux d'aujourd'hui et de demain pour le territoire

Les acteurs de cet écosystème font face à un ensemble de défis à relever parmi lesquels :

- **L'évolution climatique** et l'adaptation nécessaire aux changements climatiques et environnementaux
- **La rareté des ressources** nécessitant notamment une gestion optimisée de l'eau, la production de matériaux biosourcés, la production d'énergie bas carbone
- **Des attentes sociétales en évolution** avec une demande croissante pour des pratiques durables et éthiques, des conditions de travail vivables et motivantes...
- **La nécessité d'aller vers une souveraineté alimentaire** en sécurisant les productions locales, en favorisant les circuits courts...
- **Le renouvellement des générations d'agriculteurs** en formant de nouveaux publics sur un modèle d'agriculture durable et vivable pour le dirigeant (la moyenne d'âge des chefs d'exploitation est de 52 ans en région créant une certaine urgence à renouveler les générations)



Souveraineté alimentaire



Attentes sociétales



Rareté des ressources



Evolution climatique



Renouvellement des générations

Pour faire face aux défis actuels, l'agriculture des zones intermédiaires, comme le Cher et d'autres zones de la région, doit s'adapter pour renforcer sa robustesse, améliorer son attractivité et créer davantage de valeur ajoutée. Le futur pôle accorde une importance très forte à ces questions d'adaptation par l'innovation comme en témoigne par exemple la formation à la gestion stratégique de l'eau pour garantir la résilience de l'agriculture dans le Cher et la région Centre-Val de Loire.

3) Les entreprises locales à la recherche de nouveaux profils et de nouvelles compétences

Afin de parvenir à relever collectivement ces défis, les acteurs de l'écosystème agricole régional ont besoin de faire évoluer leurs métiers en intégrant des connaissances actualisées dans les domaines en pleine évolution (agroécologie, technologie, robotique..) et en renforçant des compétences telles que l'adaptation face aux incertitudes, la gestion des ressources limitées, la communication, l'analyse globale et la prise en compte de la complexité .

Les statistiques de l'APECITA démontrent que les emplois proposés dans les champs de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de l'environnement sont orientés vers des niveaux de qualification de niveau 6 et plus

	nb poste en 2022	% de poste par niveau	nb poste en 2023	% de poste par niveau
DOCTORAT/BAC+8	62	4,00 %	151	6,00 %
BAC+5	428	26,00 %	642	27,00 %
BAC+3/BAC+4	448	27,00 %	648	27,00 %
BAC+2	558	33,00 %	716	30,00 %
BAC	170	10,00 %	236	10,00 %
total	1666		2393	

En 2022, sur les 1 666 offres d'emploi, 57 % ciblaient des candidats ayant un niveau 6 et plus. En 2023, ce pourcentage est passé à 60 % pour 2 393 offres parues révélant ainsi que les entreprises souhaitent majoritairement des candidats de niveau 6 et plus. Parmi les 1 858 postes répertoriés par l'APECITA en 2023, 513 étaient destinés aux métiers du conseil et de l'animation, 294 aux métiers de la production agricole et des espaces verts, et 255 aux métiers du commerce. Ces trois secteurs représentent les domaines les plus demandés en région Centre-Val de Loire. Pour les candidats identifiés par l'APECITA en région Centre-Val de Loire, 41 % ont une certification de niveau bac +5 et 21 % ont un niveau bac +3. **On peut donc supposer que 112 apprenants ont dû « s'expatrier » pour se former en 2023.**

Ces chiffres confirment les retours exprimés par un ensemble de partenaires (banques du secteur agricole, centres de gestion orientés agriculture, assureurs, de coopératives, négociants, etc..) lors d'une concertation organisée en 2015 par la Chambre d'agriculture et le CFPPA. Dans un sondage réalisé récemment, ces mêmes entreprises réaffirment leur souhait de recruter des candidats locaux ayant un niveau 6 ou 7 dans un contexte de pénurie de candidats à l'embauche.

Notre projet, visant à former des candidats de niveau 6 et plus orientés vers le conseil et le commerce, semble donc être parfaitement en accord avec les besoins des entreprises locales.

4) Une cohérence avec les politiques nationales et régionales (annexes 1, 2 et 3)

Le projet s'aligne parfaitement avec les attentes nationales du ministère de l'Agriculture, notamment en ce qui concerne la future loi d'orientation pour le renouvellement des générations en agriculture.

Le projet répond également à un ensemble d'objectifs régionaux de la SRI-SI et du SRDEII :

- **Combler un vide dans l'offre de formation supérieure en région Centre-Val de Loire**, notamment dans les domaines agricoles et environnementaux. Le projet répond ainsi à une demande exprimée dans le

SRESRI² de diversifier et d'augmenter l'offre de formation, particulièrement au niveau Master. Cette initiative permettra aux étudiants de la région de poursuivre leurs études supérieures dans le domaine agricole sans avoir à quitter leur territoire.

- **Répondre aux besoins des entreprises locales** : Les formations proposées répondent directement aux besoins exprimés par les entreprises du secteur agricole, para-agricole et paysager de la région, comme en témoignent les lettres de soutien obtenues (CERFRANCE, AXEREAL, CREDIT AGRICOLE). Cette adéquation entre formation et besoins du marché du travail est cruciale pour assurer l'employabilité des diplômés et le développement économique de la région en cohérence avec la Mesure 3 de l'Axe 1 du SRDEII³, visant à accroître et faire évoluer l'offre de formation supérieure pour mieux répondre aux besoins en compétences des acteurs socio-économiques.
- **Renforcer l'attractivité régionale** : En créant un pôle d'excellence reconnu dans le domaine de la culture du vivant, le projet contribue à renforcer l'attractivité de la région pour les étudiants et les jeunes professionnels, répondant ainsi à l'un des enjeux majeurs identifiés dans le SRESRI. Cette initiative s'aligne également avec l'Axe 5 du SRDEII sur le renforcement du jeu collectif entre acteurs économiques.
- **Anticiper les transitions futures** : Les formations proposées intègrent pleinement les enjeux liés aux transitions écologiques, énergétiques et numériques, préparant ainsi les futures générations aux défis à venir, en accord avec les orientations du pacte d'orientation pour le renouvellement des générations en agriculture. Les programmes de formation intégreront systématiquement ces enjeux transversaux, préparant ainsi les futurs diplômés à être des acteurs du changement dans leur futur environnement professionnel. Le master en management d'entreprises du vivant résilientes et efficientes répond directement à la Mesure 22 de l'Axe 2 du SRDEII, visant à former les conseillers et les exploitants à la transition agroécologique.
- **Renforcer l'écosystème local** : Le projet s'appuie sur les forces existantes de la région (secteur agricole fort, présence d'acteurs économiques majeurs) et vise à créer des synergies entre formation, recherche et entreprises, conformément aux objectifs du SRESRI et à l'Axe 5 du SRDEII sur le renforcement du jeu collectif entre acteurs économiques. Le pôle agira comme un catalyseur d'innovation, favorisant les collaborations entre le monde académique et le secteur privé.
- **Soutenir la souveraineté alimentaire et la transition écologique** : Les formations proposées, notamment celles axées sur la gestion de l'eau, contribuent directement aux objectifs nationaux de souveraineté alimentaire et de transition écologique, s'inscrivant ainsi dans les stratégies France 2030 et dans les Mesures 24 et 26 de l'Axe 2 du SRDEII.
- **Développer l'apprentissage et la formation continue** : Le projet met l'accent sur l'alternance et la formation tout au long de la vie, en accord avec les orientations du CPRDFOP⁴ et du PREA⁵. Cette approche répond également à la Mesure 3 de l'Axe 1 du SRDEII, visant à accroître et faire évoluer l'offre de formation supérieure.

Le projet s'inscrit également dans le programme « ambition agriculture 2030 » de la région Centre-Val de Loire visant une agriculture humaine, engagée et pérenne. Il contribuera à :

- **Moderniser les pratiques agricoles** en formant des hydro-stratégies et des techniciens agro-robotique à la pointe des nouvelles technologies appliquées à l'agriculture.
- **Diversifier les carrières agricoles et attirer de nouveaux talents**, notamment en proposant des parcours de formation innovants et en mettant en avant les opportunités offertes par le secteur agricole moderne.
- **Développer des filières de production d'énergie renouvelable et de matériaux biosourcés**, répondant ainsi aux enjeux de la transition écologique et énergétique. Les étudiants seront formés aux techniques de production et de valorisation de ces ressources alternatives.
- **Améliorer l'image de l'agriculteur et favoriser une meilleure compréhension entre agriculture et société**, notamment en organisant des événements de sensibilisation auprès du grand public et en

² Schéma Régional de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation

³ Schéma Régional de Développement Economique, d'Innovation et d'Internationalisation

⁴ Contrat de Plan Régional de Développement des Formations et de l'Orientation Professionnelles

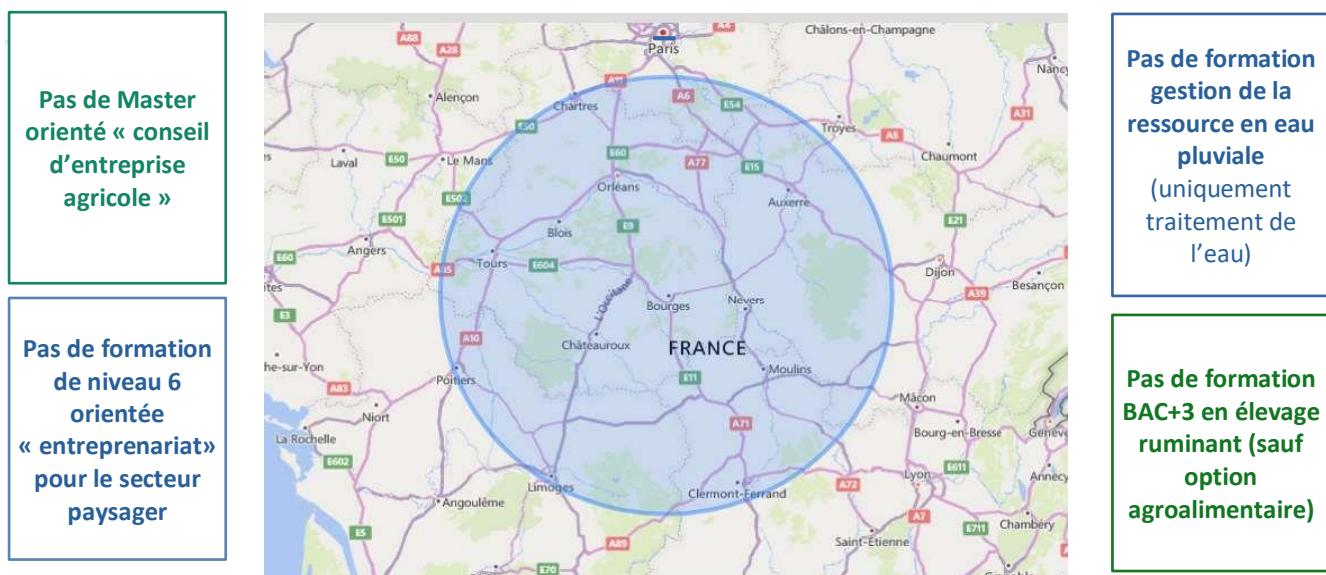
⁵ Projet Régional de l'Enseignement Agricole

intégrant des modules de communication dans les cursus.

B- Insertion du projet au regard des actions précédemment menées, des offres existantes sur le(s) territoire(s) concerné(s) et des besoins identifiés sur ce(s) territoire(s)

1) Le constat d'un manque de formations supérieures en région Centre-Val de Loire

Dans un rayon de 160 km de Bourges soit 2 heures de trajet, on constate un certain nombre de manques de formations supérieures. Notre projet a pour objectif de compléter ces manques, en proposant des formations de qualité, pour permettre de faire monter en compétence les étudiants de la région conformément aux attentes des professionnels locaux.



2) Un projet global et structurant pour compléter et renforcer l'offre régionale

En région Centre-Val de Loire, les établissements publics locaux d'enseignement et de formation professionnelle agricole sont constitués en réseau dénommé Form@terre. L'embryon de pôle supérieur de la culture du vivant qui se mettra en place à Bourges a pour vocation d'essaimer et de favoriser les synergies pour faire apparaître de nouvelles formations autour du monde agricole. Trois établissements sont engagés dans la création et à la mise en place de ce pôle de la culture du vivant : Naturapolis (Châteauroux), Tours-Fondettes agrocampus et Agrocampus des deux vallées (Blois-Vendôme). Lors de l'élaboration de ce projet, nous avons respecté les champs spécifiques de chaque établissement.

S'insérant dans l'offre globale de formation régionale (cf. annexe 13), le projet de pôle est l'occasion d'offrir des perspectives de formations supérieures pour les BTSA et les licences existants déjà sur les sites régionaux, sans empiéter sur les domaines des autres EPLEFPA. L'annexe 13 détaille pour chaque formation le lien avec les autres formations de la région en termes de « sourcing », de passerelles et de débouchés.

Le projet de pôle supérieur, renforce la possibilité pour les différents établissements de créer des suites à ces parcours existants, d'offrir aux apprenants locaux la possibilité d'obtenir un niveau 6⁶ (quasi inexistant en agriculture en région) et de répondre aux besoins des entreprises qui proposent des stages, alternances et qui recrutent des juniors en sortie de formation. Le pôle peut s'appuyer sur un réseau assez dense d'anciens étudiants désormais cadres au sein de ces entreprises. Des propositions de suite de parcours pour les apprenants en sections BTSA ou licence ont été élaborées en tenant compte des autres formations supérieures existantes.

⁶ Niveau BAC+3

C- Identification des filières ciblées par le projet

Le projet vise à proposer des formations innovantes de niveaux 6 (licence/bachelor agro) et 7 (master) pour répondre aux nouveaux besoins du secteur agricole et environnemental. Elles cibleront plusieurs nouveaux métiers :



5 formations prioritaires relevant de la demande de financement France 2030 régionalisée



2 formations mises en place pour septembre 2025 (hors financement France 2030)

3 formations différées (hors financement France 2030)

Ces formations visent à répondre aux enjeux actuels et futurs de l'agriculture, tels que la gestion durable des ressources, l'intégration des nouvelles technologies, la transition écologique et l'optimisation des performances économiques des exploitations agricoles et du paysages. Le pôle s'inscrit dans une démarche d'innovation et de développement durable, en formant des professionnels capables de relever ces défis (cf . annexe 4 les nouveaux métiers)

D- Objectifs qualitatifs et quantitatifs du projet et ambitions en matière de résultats et d'impact

Notre objectif principal est de développer un pôle d'excellence de la culture du vivant en région Centre-Val de Loire en nous appuyant sur un écosystème dynamique où se mêlent formation, recherche, innovation et pratique métier.

Développer des synergies recherche / formation

Mutualisation de ressources et concentration d'expertises
Partage des équipements et des plateformes

Renforcer l'attractivité régionale

Ancrage et fidélisation des talents dans la région
Formations innovantes
Partenariats économiques locaux
Visibilité de l'excellence régionale au niveau national

Répondre aux défis actuels et futurs

Expertises pour la transition agro-écologique et la bioéconomie
Formations aux pratiques durables
Recherche appliquée territoriale
Innovation agricole intégrée

Être un pôle d'enseignement supérieur ouvert et connecté

Des équipements permettant la multimodalité des formations dans les 4 EPL du consortium
Possibilités de formations à distance dans des conditions motivantes
Échanges facilités entre chercheurs et apprenants
Création d'un réseau d'alumni dynamique

Monter en puissance d'ici 2028

Déploiement progressif des formations de 2025 à 2027
Formation de plus d'une centaine d'apprenants par an avec placement local (90 niveau 6, 12 niveau 7)

E- identification des conditions de réussites et la manière de les satisfaire



Soutien institutionnel
Renforcer les partenariats avec les institutions régionales et nationales



Engagement des entreprises
Encourager les entreprises agricoles à s'impliquer dans la formation



Promotion auprès des jeunes
Attirer les talents vers ces nouvelles formations innovantes



Collaboration recherche-formation
Intensifier les liens entre les centres de recherche et les formations

F- Descriptif détaillé du dispositif proposé : offre de formation proposée répondant aux besoins en compétence des entreprises, service d'accompagnement des parcours à l'échelle individuelle, dispositif de coopération mis en place entre les acteurs, plateau(x) pédagogique(s), lieu d'incarnation du dispositif, offre d'hébergement, etc..

Hydro-stratégies équitables

Formation : Bachelor Agro Génie de l'eau

Durée : 1 an (600 h) ouverture septembre 2026

Lieu : Bourges

Pour : entreprises de conseil, agroéquipement, communauté de communes/d'agglomération, porteurs de projet

Objectif : 7-12 apprentis par an

Sourcing : BTSA Gemeau (Nevers, Vendôme, Tours), BTSA ACSE

Manager en stratégie

Formation : Master Pro

Durée : 2 ans ouverture septembre 2026

Lieu : Bourges / distanciel instituts Agro

Pour : entreprises de conseil, d'assurance, banques, centres de gestion, porteurs de projet

Objectif : 7-12 apprentis par an

Sourcing : licences professionnelles orientation agricole et BUT

Stratège en élevage écoresponsable

Formation : Bachelor Agro mention élevage, transition et changement climatique

Durée : 1 an (600 h) ouverture septembre 2027

Lieu : Vendôme

Pour : porteurs de projets, entreprises de conseil en élevage, coopératives et négociants en bestiaux

Objectif : 7-12 apprentis par an

Sourcing : BTSA PA (Nevers, Vendôme, Tours), BTSA ACSE

Expérimentateur végétal

Formation : Bachelor Agro mention agriculture, transition ou licence professionnelle RNCP40342

Durée : 1 an (600 h) ouverture septembre 2026

Lieu : Bourges

Pour : entreprises de conseil, agroéquipement, communauté de communes/d'agglomération, porteurs de projet

Objectif : 7-12 apprentis par an

Sourcing : BTSA Gemeau (Nevers, Vendôme, Tours), BTSA ACSE

Agri-stratège de précision

Formation : Licence professionnelle portée par l'université d'Orléans

Durée : 1 an (600h) ouverture septembre 2027

Lieu : Châteauroux

Pour : porteurs de projets, entreprises de conseil agronomique

Objectif : 7-12 apprentis par an

Sourcing : BTSA ACD, BTSA ACSE

G- Le rôle des différents acteurs participant à la mise en œuvre du projet et leur implication à chacune des étapes devront être précisés

La création du pôle supérieur de la culture du vivant et les 5 formations mobilisent une vingtaine de partenaires avec des rôles, des niveaux d'engagement et des implications variés dans la mise en œuvre du projet :

Porteur du projet	EPLEFPA du Cher	Portage juridique
Membres fondateurs du consortium	CFPPA 18 Chambre d'agriculture 18	Création et animation du pôle : recherche de partenariats et de soutiens, animation du consortium Construction des certifications : essaimage du projet dans d'autres départements, recherche des accréditeurs Mise en place des certifications : construction des équipes pédagogiques, communication et prospection auprès des entreprises et des apprenants Mise en place des formations : construction des groupes classe, suivi et amélioration continue, pérennisation de la formation
Membres du consortium	Accréditeurs, EPLEFPA de la région, Entreprises et OPA ayant signé une lettre d'engagement	Construction des certifications : essaimage du projet dans d'autres départements, recherche des accréditeurs Mise en place des certifications : construction des équipes pédagogiques, communication et prospection auprès des entreprises et des apprenants Intervention en formation : mise à disposition d'intervenants, de supports pédagogiques, visites d'entreprises...

Détail par certification

Licence pro Hydro-stratégies équitables BRGM Aquanova INRAE Axereal Végépolys Valley	Master Manager en stratégie agricole Végépolys Valley Axereal Chambre agriculture 18 Crédit Agricole Crédit Mutuel COGEP CER Alliance Centre France	Licence professionnelle Stratégies en élevage responsable Tours Fondette agro campus INRAE Vetagro Végépolys Valley LSDH Agro campus des 2 vallées	Licence professionnelle Expérimentateur Végépolys Valley Arvalis INRAE Terre Innovia	Licence professionnelle Agriculture de précision Végépolys Valley INSA Axema Naturapolis INRAE
---	--	--	--	---

Partenaires	Ensemble des structures locales intéressées n'ayant pas signée de lettre d'engagement	Soutien local et institutionnel Promotion du pôle et des formations : diffusion d'information.... Force de proposition et participations ponctuelles : témoignages,
--------------------	---	--

H- Ressources mobilisées par le projet : nature des ressources propres, moyens humains (nombre et fonction des personnes nécessaires pour sa mise en œuvre)

Nature des ressources propres mobilisées :

- Salles de cours
- Temps du Directeur du CFPPA

Moyens humains

- Pilotage du pôle : 2 co-directeurs (CFPPA / Chambre d'agriculture)
- Gestion des formations : Cheffe de projet à 100%
- Communication 15% de la chargée de communication de l'EPLEFPA
- Qualité : 10% de la chargée de la qualité (EPLEFPA)
- Assistante administrative 17%
- Gestionnaire 17%

I - Les outils, partenariats et démarches envisagés pour atteindre les objectifs du projet

Du point de vue matériel, 5 salles multimodales vont être mises en place dans les 4 EPLEFPA partenaires : Bourges (Cher), Tours Fondettes (Indre et Loire), Vendôme (Loir et cher) et Châteauroux (Indre). Deux Salles sont prévues sur Bourges car une salle sera entièrement dédiée au Master « manager en stratégie agricole ». Le développement de la comodalité est un axe fort du projet qui permettra d'élargir le périmètre de recrutement des formations en offrant aux stagiaires éloignés des conditions optimales de formation à distance, des coûts réduits de transport et d'hébergement ainsi qu'un gain de temps non négligeable. Cette modalité s'inscrit pleinement dans notre vision des nouvelles technologies au service de la transition écologique, de l'ouverture sur l'extérieur et de l'équité des conditions d'apprentissage pour tous les apprenants. L'équipement d'une salle de visio conférence est également prévu à Bourges pour faciliter les réunions techniques et le suivi des stagiaires à distance.

Un logiciel de type Microsoft Project Plan est prévu avec un coût estimé de 150€ par année par apprenants. Un investissement est également envisagé pour l'utilisation d'une plateforme LMS et de logiciels facilitant la mise en ligne des modules de formation.

Plusieurs comités et commissions sont prévus pour la prise de décisions stratégiques et opérationnelles, la gestion des projets et la validation de l'architecture de la certification. L'objectif est de créer une communauté dédiée à la création de formations supérieures dans les secteurs du vivant et d'inviter d'autres établissements agricoles à intégrer le dispositif. Un plan de communication est prévu pour faciliter ce rapprochement et contribuer à la notoriété du pôle.

J- Résultats attendus et impact du projet sur la filière économique et sur le territoire

Le projet de création d'un pôle supérieur de la culture du vivant pourrait jouer un rôle catalyseur dans la



transformation et la modernisation des filières agricoles et agroalimentaires du territoire, tout en contribuant à

son attractivité et à son développement économique durable.

K- Modalités de suivi, et d'amélioration continue, dispositif d'auto-évaluation, lien avec l'appui-recherche

3 principales modalités de suivi

- **Outil de gestion de projet** : L'outil Microsoft Projects permettra de planifier, suivre et gérer les tâches, les ressources et les délais grâce une approche structurée et professionnelle du suivi des projets. Il permettra de visualiser l'avancement, d'identifier les problèmes et d'ajuster les plans en conséquence.
- **Réunions du comité de direction** : Ces réunions sont cruciales pour le suivi stratégique. Elles permettront aux dirigeants de l'établissement de discuter des progrès globaux, des défis majeurs et des décisions stratégiques à prendre. Elles seront l'occasion de s'assurer que les différents projets et initiatives restent alignés avec la vision et les objectifs de l'établissement.
- **Réunions des commissions de travail** : Ces réunions concernent des aspects plus opérationnels. Elles permettront aux équipes de terrain de discuter des progrès, des problèmes rencontrés et des solutions à mettre en place. Elles contribueront à maintenir une communication régulière entre les différents acteurs impliqués dans les projets.

2 méthodes principales d'amélioration continue

- **Rapports d'avancement (Progress Reports)** pour documenter de manière systématique :
 - Les progrès réalisés pour célébrer les succès et maintenir la motivation
 - Les problèmes rencontrés pour une identification précoce des obstacles
 - Les actions correctives pour gagner du temps dans la résolution des problèmes à l'avenir
- **Réunions de Rérospective (Retrospective Meetings)** pour :
 - Identifier ce qui a bien fonctionné et renforcer les bonnes pratiques.
 - Identifier ce qui doit être amélioré dans une culture d'amélioration continue et d'innovation

Soulignons également que ces réunions favorisent l'apprentissage collectif, la résolution de problèmes en équipe et l'adaptation continue des méthodes de travail.

Lien avec l'appui-recherche

Le projet propose trois approches principales pour lier les activités de l'établissement à la recherche :

- **Partenariats avec des instituts de recherche** type INRAE (Institut national de recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement) permettant :
 - D'accéder aux dernières avancées scientifiques en matière d'agriculture durable et de préservation de la biodiversité
 - D'intégrer ces connaissances directement dans les programmes d'enseignement
 - De potentiellement participer à des projets de recherche collaboratifs
- **Projets de recherche-action** : Ces projets impliquent activement les étudiants, les enseignants et les agriculteurs locaux. Ils permettent :
 - D'appliquer les connaissances théoriques à des situations réelles
 - De générer de nouvelles connaissances basées sur l'expérience pratique
 - De renforcer les liens entre l'établissement et la communauté agricole locale

Les thèmes suggérés (agriculture régénérative, agroforesterie, permaculture) sont particulièrement pertinents pour l'agriculture durable et la préservation de la biodiversité

- **Veille scientifique collaborative** : Cette approche implique la création d'un système de veille impliquant enseignants et étudiants. Elle comprend :
 - Le suivi régulier des dernières publications et innovations du domaine de la culture du vivant
 - L'organisation de séminaires pour discuter de ces avancées
 - La réflexion sur l'intégration potentielle de ces nouvelles connaissances dans les programmes d'enseignement

Cette approche favorise une culture de l'apprentissage continu et permet à l'établissement de rester à

la pointe des développements dans son domaine.

L- Les indicateurs quantitatifs et qualitatifs proposés et mis en place pour en mesurer l'avancement, les résultats et le succès du projet

Les indicateurs présentés ci-dessus ont été sélectionnés pour offrir une vision complète et équilibrée de la performance du pôle d'un point de vue quantitatif et qualitatif. Le choix de ces indicateurs s'explique par leur complémentarité. Les indicateurs quantitatifs fournissent des données chiffrées et mesurables, tandis que les indicateurs qualitatifs permettent d'évaluer des aspects plus subtils mais tout aussi importants de la performance du pôle. Cette approche combinée d'indicateurs quantitatifs et qualitatifs offre une vision globale et nuancée de la performance du pôle d'excellence, permettant ainsi d'identifier les points forts et les axes d'amélioration pour assurer son succès à long terme.

	Les indicateurs	Ce qui est mesuré	Les objectifs définis
Indicateurs quantitatifs	Taux de réussite par diplôme	Ce pourcentage mesure l'efficacité des programmes d'enseignement et la qualité de la formation dispensée	Un taux supérieur à 70%
	Taux d'insertion professionnelle	Cet indicateur évalue la pertinence des formations par rapport aux besoins du marché du travail	Un taux supérieur à 70%
	Nombre de partenariats	Cet indicateur reflète la capacité du pôle à créer des liens avec le monde professionnel et académique	4 partenaires par formation et des entrées régulières
	Taux de satisfaction des employeurs	Ce pourcentage permet d'évaluer l'adéquation entre les compétences des diplômés et les attentes des entreprises	Un taux supérieur à 70%
Indicateurs qualitatifs	Pertinence des programmes	Cet indicateur évalue l'adéquation des contenus des diplômes avec les besoins des entreprises	Analyse des questionnaires de satisfaction auprès des entreprises Taux de satisfaction des apprenants (3 étoiles)
	Qualité de l'enseignement	Il s'agit d'apprécier la pédagogie et l'expertise des enseignants	Analyse des questionnaires réalisés auprès des apprenants
	Innovation pédagogique	Cet indicateur évalue la mise en place de nouvelles méthodes d'enseignement	Analyse basée sur le devenir des apprenants à 6 mois
	Impact sur le secteur	Il s'agit d'analyser la contribution du pôle à l'évolution des pratiques dans le domaine de la culture du vivant	Analyse de questionnaire réalisés auprès de diverses entreprises locales
	Rayonnement du pôle	Cet indicateur évalue la reconnaissance du pôle dans les milieux professionnels et académiques	

M - Un calendrier de mise en œuvre et d'exploitation

 <p>Hydro-stratèges équitables Bachelor Agro Génie de l'eau</p>	 <p>Manager en stratégies agricoles Master Pro</p>	 <p>Stratège en élevage éco-responsable Bachelor Agro mention élevage, transition et changement climatique</p>	 <p>Expérimentateur végétal Bachelor Agro mention agriculture, transition et changement climatique</p>	 <p>Agri-stratège de précision Licence agriculture de précision</p>
--	---	---	--	--

Ouverture septembre 2026 ou septembre 2027

Ouverture septembre 2027 ou septembre 2028

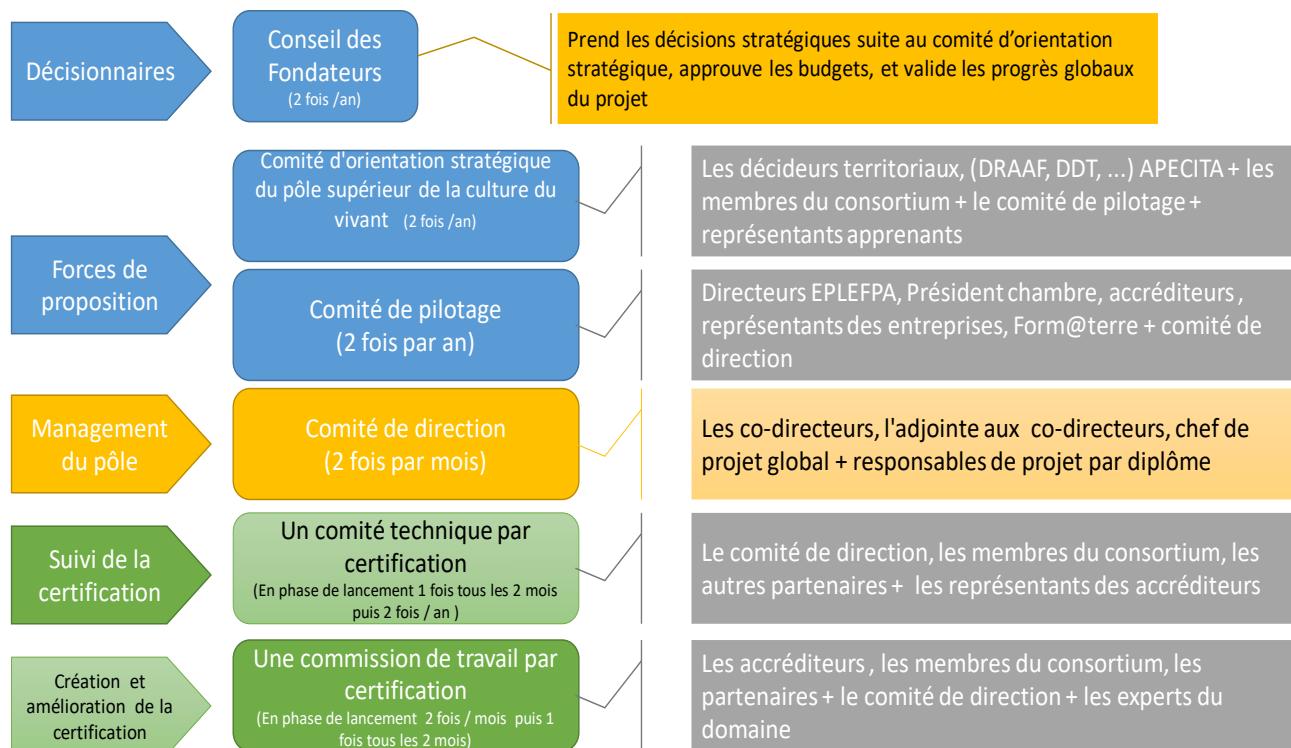
N- identification des autres structures concourant à la réalisation du projet

D'autres structures contribuent à la réalisation du projet :

- **Institut Agro Rennes** : L'Institut Agro Rennes est une institution d'enseignement supérieur et de recherche agronomique qui apporte son expertise dans le domaine de l'agriculture et de l'environnement. L'institut sera le certificateur de plusieurs diplômes
- **Vet Agro Sup** : Vet Agro Sup est une école vétérinaire et agronomique qui participe à des projets de recherche régionaux et collabore avec d'autres partenaires tels que l'INRAE et les Chambres Régionales d'Agriculture. Vet Agro sera le certificateur de plusieurs diplômes
- **Le CNAM Entrepreneuriat** : Le CNAM (Conservatoire National des Arts et Métiers) Entrepreneuriat est une structure qui soutient l'entrepreneuriat et l'innovation dans différents domaines, y compris l'agriculture. Il joue également un rôle important en tant que certificateur de la licence « paysage ».
- **BRGM** : Le BRGM (Bureau de Recherches Géologiques et Minières) est un organisme de recherche spécialisé dans les sciences de la Terre et de l'Environnement. Il apportera son expertise dans les projets liés à l'eau et à l'environnement.
- **Arvalis** : Arvalis est un institut technique agricole qui se concentre sur la recherche et le développement dans le domaine de l'agriculture. Il travaille en collaboration avec d'autres acteurs du secteur agricole pour promouvoir l'innovation et l'amélioration des pratiques agricoles. Il participera à la construction de notre pôle de recherche.
- **Les conseillers des Chambres d'agriculture** région Centre Val de Loire et Loiret : Ces experts fournissent des conseils et un soutien aux agriculteurs dans leurs activités agricoles. Ils apporteront leurs regard opérationnel et leurs connaissance des agriculteurs.
- **INRAE** : L'INRAE (Institut National de Recherche pour l'Agriculture, l'Alimentation et l'Environnement) est un institut de recherche public qui travaille sur le développement durable de l'agriculture, de l'alimentation et de l'environnement. L'INRAE sera membre actif du pôle de recherche
- **Crédit Agricole Région Centre Val de Loire** : Cette institution financière souhaite participer à l'élaboration du projet, notamment des programmes, et prendre des apprentis dans plusieurs diplômes
- **Le CER Région Centre Val de Loire** a souhaité s'impliquer de façon active dans la définition des profils d'emploi et des programmes. Il prendra également des apprentis principalement issus du master
- **Axereal** : coopérative agricole qui intervient dans la collecte, le stockage et la commercialisation des céréales et des oléo protéagineux, Axereal apportera son expertise et s'investira également dans le pôle de recherche
- **Vegepolys Valley** rejoint le consortium en tant que pôle de compétitivité rassemblant des entreprises, des centres de recherche et de formation du domaine végétal autour de projets innovants pour renforcer la compétitivité des entreprises de l'amont à l'aval de la chaîne de valeur.

Ces structures partenaires apportent leur expertise et leur soutien dans différents domaines liés à l'agriculture, à l'environnement et à l'innovation, ce qui renforce la collaboration et les chances de succès du projet.

O- Description de l'organisation prévue pour animer et piloter le projet dans la durée (description de l'organisation prévue pour assurer le fonctionnement entre le porteur de projet et ses partenaires, organisation envisagée pour la prise de décisions concernant le projet, etc.)



P- Identification de l'équipe projet dédiée au pilotage (nombre de personnes, profils, organisation) et rôle de chacun

Rôle	Profil	Détails
Equipe de management du projet et gestionnaire financier	2 co-directeurs : Bernard Delavy, Directeur du CFPPA de Bourges Frantz Caron, chef du service formation, conseil aux entreprises à la Chambre d'agriculture du Cher	<ul style="list-style-type: none"> - chacun+ de 35 ans d'expérience - Gestion administrative et financière - Management d'équipes - Connaissance des réglementations - Expertise en besoins de formation agricole - Réseau professionnel étendu - Gestion de projets innovants
	Adjointe à la co-direction	<ul style="list-style-type: none"> - Ingénieur agronome et formation - 20 ans d'expérience en formation - Coordination des formations - Conception des programmes - Liaison pédagogique/secteur agricole
Gestion au quotidien du projet et organisation des acteurs	Adjointe à la co-direction pour 2025-2026 puis chef de projet à recruter	<ul style="list-style-type: none"> - Gestion globale d'un projet de formation avec les co-directeurs - Suivi de l'avancée du projet de formation - Planification du travail des acteurs
Promotion du pôle et des formations	Chargée de communication	<ul style="list-style-type: none"> - Mise à disposition par l'EPLEFPA - Promotion du projet et des formations - Le CFPPA fournira du personnel pour la promotion sur les réseaux
	Prestataires : créateurs de visuels	- Création de divers visuels pour le projet
Gestion de la qualité des dispositifs	Responsable qualité	<ul style="list-style-type: none"> - Mise à disposition par l'EPLEFPA - Gestion de la qualité des dispositifs de formation

Conclusion

En parfaite adéquation avec la future loi d'orientation agricole et les ambitions régionales, le projet de création d'un pôle d'enseignement supérieur de la culture du vivant a su mobiliser un large éventail d'acteurs territoriaux – établissements publics locaux, entreprises, centres de recherche et institutions – autour d'un objectif commun : répondre aux grands défis de l'agriculture de demain tout en renforçant l'attractivité et la résilience du territoire Centre-Val de Loire.

Ce pôle se distingue par sa capacité à structurer un réseau régional entre les EPL (Établissements Publics Locaux), favorisant l'émergence de formations de niveau supérieur, aujourd'hui rares en agriculture, mais indispensables pour répondre aux besoins exprimés par les professionnels. Grâce à cette dynamique entre établissements, des parcours de formation structurants sont développés, ouvrant de nouvelles perspectives aux apprenants issus de BTSA, et consolidant une filière d'enseignement professionnalisant, en prise directe avec les mutations du secteur agricole.

En intégrant pleinement les enjeux de la transition agroécologique, énergétique, numérique et sociétale, le pôle ambitionne de former les professionnels capables de conjuguer performance économique, adaptation aux aléas climatiques et gestion durable des ressources. À travers des cursus innovants co-construits avec les entreprises et les centres de recherche, les futurs diplômés seront outillés pour comprendre, anticiper et accompagner les transformations profondes des systèmes de production.

Conscient que la richesse de ce projet repose sur la vitalité de son consortium, une gouvernance coopérative a été mise en place pour favoriser les échanges, l'innovation pédagogique et l'émergence de nouveaux projets. Des temps forts, des conférences et des événements territoriaux rythmeront la vie du pôle, dans une logique d'animation continue du réseau et d'ouverture vers la société civile.

Notre ambition ultime : poser les fondations d'un pôle d'excellence académique et opérationnel dans le domaine du vivant, ouvert, agile et évolutif, pouvant à terme accueillir une école d'ingénieurs dédiée à l'agriculture de demain.

Annexes

Annexe 1 : Cohérence entre le projet de pôle supérieur de la culture du vivant et le pacte d'orientation pour le renouvellement des générations en agriculture	17
Annexe 2 : Analyse des AMI France 2030	19
Annexe 3 : Notre Projet et le Projet Régional Enseignement Agricole en région Centre-Val de Loire 2023-2027.....	23
Annexe 4 : Les nouveaux métiers envisagés et les compétences attendues	24
Annexe 5 : Détails sur l'état d'avancement du projet	30
Annexe 6 : Les formations et les compétences attendues	33
Annexe 7 : Rôle des différents acteurs participant à la mise en œuvre du projet et leur implication à chacune des étapes.....	42
Annexe 8 : moyens humains nécessaires à la mise en œuvre du projet	44
Annexe 9 : outils, partenariats et démarches envisagés pour atteindre les objectifs du projet	47
Annexe 10 : résultats attendus et impact du projet sur la filière économique et sur le territoire.....	48
Annexe 11 : calendrier de mise en œuvre et d'exploitation.....	49
Annexe 12 : localisation régionale des formations.....	51
Annexe 13 : Identification des risques du projet et de leurs impacts financiers	52
Annexe 14 : Synthèse des cursus du projet France 2030	54
Annexe 15 : Business model.....	60
Annexe 16 : Plaquette	61

Annexe 1 : Cohérence entre le projet de pôle supérieur de la culture du vivant et le pacte d'orientation pour le renouvellement des générations en agriculture

Le projet de pôle d'enseignement supérieur de la culture du vivant a été pensé en lien avec le pacte d'orientation pour le renouvellement des générations en agriculture en se référant notamment au dossier de presse du 15 décembre 2023, qui met en lumière les trois défis majeurs :

- Adapter l'agriculture face au changement climatique.
- Réaliser la transition agroécologique.
- Renforcer la souveraineté alimentaire.

et un objectif principal : former et installer une nouvelle génération d'agriculteurs.

Cette loi, votée une première fois par l'Assemblée nationale, devrait être amendée par le Sénat dès que possible et éventuellement revue par la nouvelle Assemblée. Nous avons jugé crucial de nous inspirer de cette proposition pour élaborer notre projet de pôle supérieur du vivant, car les défis qu'elle soulève restent d'actualité. Cette loi se décline en quatre axes et 35 mesures.

L'axe 1, « œuvrer à la réconciliation entre agriculture et société », est primordial pour la validation des pratiques agricoles par la société. Nous envisageons de mettre en place une formation axée sur l'utilisation des ressources en eau, visant à faire émerger de nouveaux métiers tels que des « hydro-stratégies équitables ». Les prévisions actuelles estiment que la ressource en eau restera disponible sur la région mais avec des variations saisonnières, nécessitant une meilleure gestion pour satisfaire différents utilisateurs. Notre formation proposera également un accompagnement pour les porteurs de projets souhaitant être plus indépendants vis-à-vis de cette ressource.

La mesure 6, « Renforcer les connaissances, le suivi et le pilotage des ressources en biomasse en s'appuyant sur le rôle clé de l'agriculture dans la décarbonation de l'économie », nous semble pertinente en zones intermédiaires comme le Berry. Pour maintenir ou développer le nombre d'actifs agricoles, il est essentiel que ces derniers puissent envisager une entreprise agricole rentable et durable. La souveraineté alimentaire étant un incontournable, il convient également de penser à des productions non alimentaires et rémunératrices. Le secteur agricole peut devenir producteur de matériaux biosourcés et d'énergie verte bas carbone. Nous proposons donc un dispositif de formation pour répondre à cette demande et créer des filières de matériaux et d'énergie issus du secteur agricole. Ces « GreenTech entrepreneurs » devront maîtriser la production, la transformation et la mise en place de structures de commercialisation. La filière embryonnaire du lin ou du chanvre est vouée à se développer pour fournir de l'énergie et des matériaux à d'autres secteurs.

L'axe 2, « Faire émerger une nouvelle génération d'agriculteurs et d'agricultrices et placer notre agriculture à l'avant-garde de la transition alimentaire », vise à renouveler les générations tout en anticipant les difficultés que ces nouveaux porteurs de projets pourraient rencontrer. La mesure 8, « Poursuite de l'adaptation des formations de l'enseignement agricole aux enjeux écologiques et climatiques », et la mesure 10, « Création d'un Bachelor Agro », démontrent que l'agriculture a besoin de talents capables de s'adapter et d'innover. Pour cela, ils doivent acquérir des compétences d'analyse réflexive ou être entourés de conseillers d'entreprise compétents. La période 2030-2050 sera marquée par des contraintes liées à l'énergie, à l'eau, au climat, etc. Il est donc crucial d'équiper nos entreprises de collaborateurs capables de faire preuve d'agilité face à ces variables. Nous proposons un cursus de formation en deux ans de niveau 7 pour nos nouveaux managers en stratégie agricole. Ce master répondra aux besoins des entreprises para-agricoles en quête de conseillers et initiera une nouvelle génération de porteurs de projets.

La mesure 11, « Création d'un contrat territorial de consolidation ou de création de formation agricole et agroalimentaire », vise à redynamiser d'ici 2030 les 210 classes à faible effectif et à accompagner l'ouverture de 100 nouvelles classes. La réussite de ces contrats territoriaux permettrait de diplômer 2 000 futurs actifs supplémentaires par an pour l'agriculture et l'agroalimentaire, assurant ainsi le renouvellement des générations d'agriculteurs et le système de production des entreprises agricoles. La région Centre-Val de Loire, deuxième région productrice de céréales, ne possède pas de pôle de formation supérieur agricole, contrairement à d'autres grandes régions agricoles. La mise en place d'un pôle supérieur de la culture du vivant offrirait aux apprenants locaux la possibilité de se former sur place et attirerait de nouveaux talents d'autres régions, favorisant ainsi l'innovation et le développement entrepreneurial régional.

L'axe 3, « Reconcevoir les systèmes de production à l'échelle des exploitations pour accompagner les transitions nécessaires à la souveraineté alimentaire », s'aligne parfaitement avec notre souhait de fournir aux entreprises de conseil agricole des managers en stratégie agricole, des « agri-optimiseurs économiques » ou des catalyseurs agro-économiques. Ces collaborateurs pourront assurer les missions induites par la mesure 17, « Création d'un diagnostic modulaire pour l'accompagnement des installations et des transmissions ».

L'axe 4, « Reconcevoir nos systèmes de production à l'échelle des filières et des territoires pour accompagner les transitions nécessaires à la souveraineté alimentaire », et sa mesure 31, « Sécurisation et accélération des projets agricoles

et des projets de stockage d'eau dans le respect des principes posés dans le chantier « eau » de la planification écologique », correspondent parfaitement aux missions de nos futurs hydro-stratégies équitables, managers spécialisés dans la gestion et l'utilisation de la ressource en eau pluviale. La mesure 35, « Amplification de l'effort de recherche, d'innovation et de transfert pour massifier les outils d'innovation et leur déploiement sur le terrain », nous incite à envisager encore plus grand pour notre projet. Il conviendrait de créer un biotope local pour accueillir une école d'ingénieurs en agriculture.

Bien que cette loi confirme notre désir de créer ce pôle, elle est actuellement suspendue. Cependant, en la comparant aux « Ambitions agriculture 2030 » de la région Centre-Val de Loire, nous constatons des objectifs similaires :

- Une agriculture humaine, tournée vers ses producteurs et ses bassins de consommation, assurant un revenu digne à chaque agricultrice et agriculteur.
- Une agriculture engagée dans la lutte contre le dérèglement climatique, source d'une alimentation locale, de matières premières et d'énergie.
- Une agriculture pérenne, avec des systèmes de production adaptés à la nouvelle donne environnementale et sociale.

L'ambition 1, « Accélérer la transition agroécologique, élément d'identité et de performance d'une agriculture durable relevant les défis liés au climat et à la préservation de la biodiversité », et principalement l'action 6, « Renforcer les actions favorables à la biodiversité, à la qualité et à la gestion de l'eau par le développement des infrastructures agroécologiques », ainsi que l'action 7, « Accélérer les transitions agricoles par la recherche et l'innovation », sont en accord avec notre projet. La gestion de l'eau et l'accélération des transitions agricoles sont primordiales pour parvenir à une agriculture durable, viable et vivable. La recherche et l'innovation seront des leviers essentiels pour renforcer l'efficience de notre agriculture. Cette modernisation passe souvent par le matériel utilisé par les agriculteurs, et il est important de prévoir des emplois qui feront le lien entre les agriculteurs et les constructeurs pour que l'innovation ou les modifications souhaitées soient réalisables. Les futurs « mécatroniculteurs » ou techniciens agro-robotique pourraient répondre à ce besoin. La mécanique agricole évolue très vite, et nous souhaitons transformer les interventions « chimiques » par des interventions mécaniques ou lumineuses. Cette haute technologie demande de nouvelles compétences et une capacité d'analyse de niveau 6.

L'ambition 2, « Stabiliser le nombre d'exploitations agricoles en travaillant sur le renouvellement des générations, l'emploi agricole et l'attractivité des métiers », est au cœur de notre dispositif. Le monde agricole ne se résume pas seulement aux chefs d'exploitation ou salariés agricoles, mais inclut aussi des métiers de mécaniciens, conseillers, comptables, énergéticiens, etc. Être responsable d'un méthaniseur est un métier qui n'existe pas il y a dix ans. L'image désuète n'attire pas, mais travailler avec le vivant, avec la nature, produire des aliments, de l'énergie, des matériaux, utiliser des robots, peut éveiller la curiosité des urbains et périurbains. Le pôle de la culture du vivant doit faire naître cet espoir.

L'ambition 3, « Produire, transformer, consommer : conforter la chaîne de la ferme à la fourchette », et son action 15, « Structurer des accompagnements adaptés pour les diversifications agricoles et la transformation non alimentaire des produits agricoles », nous ouvre des possibilités pour la production d'énergie renouvelable, la production de matériaux biosourcés et la construction de filières régionales adaptées aux productions possibles dans notre zone intermédiaire. Les « GreenTech entrepreneurs » seront les bienvenus pour conseiller et mettre en place ces filières. L'action 16, « Soutenir les agriculteurs dans leurs démarches de diversification par des conseils individuels adaptés », correspond aux compétences de nos futurs managers en stratégie agricole. La polyvalence et la capacité de ces collaborateurs à analyser une entreprise à 360° deviennent des forces incontournables. Un porteur de projet issu de cette formation sera capable de s'adapter, d'innover et de créer une entreprise résiliente.

L'action 21, « Développer les lieux de débats entre agriculture et société dans la région », est essentielle pour gommer l'image de l'« agriculteur-pollueur ». Notre souhait est d'initier des conférences régulières dans nos espaces, réunissant une diversité d'apprenants, d'enseignants, d'experts et de citoyens. Pour critiquer de manière constructive, il est crucial de comprendre et de débattre, afin que chacun puisse construire son propre argumentaire et opinion avec des perspectives variées.

En conclusion, bien que la loi initiale soit suspendue, notre projet de pôle supérieur du vivant reste aligné avec les ambitions de la région Centre-Val de Loire pour l'agriculture en 2030. En créant un environnement propice à l'innovation, à la formation et à la valorisation des ressources locales, nous pouvons renforcer notre agriculture, la rendre plus durable et attirer de nouveaux talents. Le pôle supérieur du vivant pourra ainsi devenir un centre d'excellence, un lieu d'apprentissage et d'innovation, et un moteur de développement pour toute la région.

Annexe 2 : analyse des AMI France 2030

Emploi et bioressources. Diagnostic de formation 15/09/2023 « compétence transversales et génériques pour la bioéconomie »

<https://www.info.gouv.fr/upload/media/content/0001/09/a434c3ce0de69fb7ceaca130e8790da1a6ac2e06.pdf>

Leur définition « La bioéconomie englobe l'ensemble des activités liées à la production, à l'utilisation et à la transformation de bioressources. Elles sont destinées à répondre de façon durable aux besoins alimentaires et à une partie des besoins matériaux et énergétiques de la société, et à lui fournir des services écosystémiques. ».

La bioéconomie représente 1.9 millions d'emplois et 300 milliards d'euros de chiffre d'affaires (dont 435 000 salariés dans l'agroalimentaire, 440 000 dans l'industrie de la forêt et du bois, 25 000 dans l'industrie de la chimie et des matériaux biosourcés). La bioénergie représente 60% de la production d'énergie renouvelable : 694 installations de méthanisation et 16 000 emplois directs dans les biocarburants.

Des freins au développement de la bioéconomie existent toutefois et se traduisent par des enjeux forts et des défis à relever pour assurer son essor :

- Sécuriser les ressources de biomasses
- Stimuler la recherche et l'innovation
- Faire face aux évolutions politiques et socio-économiques.

La production et le développement de filière basée sur les productions de matériaux biosourcés demeurent un maillon faible. Il convient d'envisager de renforcer ces étapes. Pour cela, il faut développer des cursus de chef d'entreprise agricole ayant vocation de produire et d'offrir des matériaux biosourcés ou d'être producteur d'énergie verte décarbonée. Nos futurs « **greentech entrepreneurs** » devront acquérir des compétences permettant de travailler en collectif, d'avoir une approche interdisciplinaire, de transformer, d'innover, de maîtriser une veille prospective et d'assimiler le rapport de l'Homme avec la nature.

L'accompagnement au changement, la gestion de projet, la prise de décision, la gestion et le traitement des données, la gestion des risques, l'adaptabilité, la réflexivité, l'innovation, créativité, entrepreneuriat seront des capacités indispensables pour ces nouveaux dirigeants.

Si la région Centre-Val de Loire souhaite développer des filières locales sur cette thématique, il conviendrait d'offrir des parcours permettant la production de ses ressources. Notre volonté de proposer un cursus orienté **GreenTech Entrepreneurs** semble donc une opportunité.

Diagnostic de formation « CAP agriculture France 2030 , mieux former les cadres du secteur agricole aux besoins de demain » novembre 2023

<https://www.info.gouv.fr/upload/media/content/0001/09/cc834e5c3b038cc83efc1ebc5f477a023370edf1.pdf>

Au regard de différentes estimations, les effectifs des cadres de l'agriculture peuvent être estimés à 22 000. La population des cadres de l'agriculture est en tension et le besoin est estimé à 800 cadres supplémentaires par an. Plus précisément, la demande est forte pour des cadres du secteur agricole dans des métiers qui concernent l'accompagnement au changement des exploitations, mais aussi l'amont de la production, qui doit profondément évoluer (en particulier impacté par la réduction nécessaire du recours aux intrants de synthèse), l'aval de celle-ci (qui doit s'adapter aux changements de système, à l'évolution de la demande des consommateurs, à l'augmentation du recours à la biomasse pour la production d'énergie...) et le secteur de l'environnement, au sens large (protection de la biodiversité, des sols, de la ressource en eau...).

Trois enjeux à prendre en considération :

- Les enjeux de la transition énergétique avec une perspective d'un doublement de la production.
- Les enjeux de la transition numérique, levier essentiel pour relever les défis agricoles
- Les enjeux de la transition agroécologique

Les nouveaux conseillers devront conserver leur expertise technique et relever quatre défis :

- Comprendre le fonctionnement des agro-écosystèmes dans leur diversité et leur instabilité accrues ;
- Explorer les futurs dans un contexte d'imprévisibilité croissante et de recherche de compromis ;
- Faire vivre le dialogue entre agronomes et avec les autres acteurs pour s'engager dans la transition globale ;
- Mieux éclairer le débat public pour proposer des voies de transition.

Ils deviendront des managers de stratégie agricole, ou des analystes stratégiques, des consultants stratégiques, managers de l'innovation, des gestionnaires de sinistres agricoles, des « business dévloppeur ».

Ils auront comme mission de :

- Concevoir une stratégie d'innovation sur les thématiques liées au sol, à la diversification des systèmes, aux fonctionnalités émergentes au service de la transition agroécologique, en intégrant l'ensemble des enjeux de durabilité
- Piloter et développer de manière opérationnelle de nouveaux projets de recherche-innovation adaptée aux questions des agriculteurs et des entreprises du territoire sur un champ multi-filières, pour répondre aux défis des transitions
- Élaborer une stratégie de lancement d'une innovation
- Manager et déployer une expertise technique avec des équipes multidisciplinaires
- Déployer des actions de communication et de transfert des travaux d'innovation dans les exploitations agricoles sous des formes variées

Cette étude révèle que les professionnels attendent :

- **Compétences traditionnelles de l'agronome** qu'il faudra développer comme l'approche systémique, la gestion de la complexité et de l'incertitude, l'évaluation d'activités et de projet, le traitement de données
- **Compétences traditionnelles moins spécifiques** comme : apprendre à apprendre, la pédagogie avec la capacité à dialoguer, les langues étrangères, la compréhension du monde de l'entreprise, le management ;
- **Compétences liées au changement** : la conduite du changement, la compréhension des jeux d'acteurs, la gestion de l'innovation
- **Double compétence scientifique et marketing** afin d'assurer l'adéquation d'une innovation avec son marché et d'en assurer le lancement et le développement.
- **Capacité à gérer et piloter des équipes** pluridisciplinaires et transverses
- **Capacité à initier et conduire des collaborations** professionnelles, notamment dans le cadre de partenariats scientifiques et de collaborations publiques privées.
- **Capacité à poser un diagnostic technique, social, économique** de projets de changement et maîtrise des méthodologies de conception innovante.
- **Compétences relationnelles** très importantes pour pouvoir embarquer les agriculteurs dans des transformations particulièrement impactant pour leur système
- **Compétence en stratégie** : recherche des jeux à somme positive
- **Compétence méthodologique** : capacité à concevoir et mettre en œuvre des démarches stratégiques dans leur globalité
- **Maîtrise du management de projets agiles** : savoir faire preuve d'agilité et d'initiatives dans la réponse aux besoins d'analyse de la donnée et dans les recommandations afin d'étayer les prises de décisions.

Il ressort de cette étude la nécessité de développer des formations axées sur le conseil agricole et la stratégie qui peuvent correspondre à notre proposition de **Managers en Stratégie Agricole**.

Cette approche est confortée par l'étude STAF « stratégies de transitions agricoles pour le futur du 1^{er} décembre 2023 (<https://www.info.gouv.fr/upload/media/content/0001/08/d44b131c1155b00ded9da54ea38ddc5b1b5da948.pdf>)

Elle préconise d'élaborer un parcours de formation dédié au conseil stratégique global.

Cette étude fait également ressortir la tension qu'il existe sur les métiers de « conseillers » dans le monde agricole et les compétences attendues. Proposer des conseillers de niveau 6 orientés sur la gestion de la ressource en eau et gestion d'entreprise semble en adéquation avec les attentes futures des entreprises.

Si on se réfère à l'étude CVV (**Compétences et métiers d'avenir de la chaîne de valeur du végétal**) (<https://www.info.gouv.fr/upload/media/content/0001/10/fdc6f947a76fa4a9b17ebf8ec8bddebd25f13112.pdf>), le Top 5 des compétences inter et intrapersonnelles les plus recherchées par les employeurs sont :

1. animer, coordonner, fédérer des collectifs de travail
2. écouter, comprendre et se faire comprendre par autrui
3. curiosité et ouverture d'esprit
4. adaptabilité et réactivité
5. bon relationnel

Cette même étude présente une projection des emplois autour du végétal pour les horizons 2030-2050. La filière production d'agroéquipement reste stable sauf si le scénario du pari technologique pour préserver nos modes de vie actuels est mis en place. Dans ce cas, on passerait d'une création d'emplois de 19 000 à 26 000 ETP. En revanche, le commerce en agroéquipement est voué à se développer de 24 000 ETP à 30 000 ETP en 2030. La filière « paysage » qui représente actuellement de 87 000 ETP pourrait atteindre 130 000 ETP, la filière chimie végétale, quel que soit les scénarios,

augmenteraient ainsi que la filière biogaz et biocarburants.

Cette étude envisage des métiers nouveaux comme :

Des spécialistes de la chaîne de valeur végétale qui cumulerait des connaissances approfondies sur le changement climatique, les pratiques agricoles durables (agroforesterie, agriculture raisonnée, agriculture biologique, agriculture de conservation des sols, etc.) et la gestion économe des ressources qui maîtriseraient :

- Compréhension des enjeux socio-écologiques
- Capacité à comprendre et analyser des récits
- Compétences en gestion de projet et animation
- Compétences de communication
- Capacité à identifier des innovations émergentes
- Compréhension des cadres juridiques et politiques
- Capacité à établir des partenariats
- Connaissance de l'écosystème d'acteurs et actrices de la CVV⁷ et du territoire
- Vision holistique de la CVV
- VC3 : Connaissances en économie circulaire

Des médiateurs de la gestion coopérative de l'eau qui maîtriseraient :

- Connaissances techniques approfondies sur l'eau, sur sa gestion (irrigation, nouveaux systèmes d'arrosage, récupération, eaux pluviales, pratiques favorisant la rétention d'eau dans les sols) et l'environnement.
- Connaissances sur le changement climatique, les pratiques agricoles durables (agroforesterie, agriculture raisonnée, agriculture biologique, agriculture de conservation des sols, etc.) et la gestion économe des ressources.
- Connaissances en hydro-agronomie.
- Connaissances approfondies en géographie humaine, sociologie, psychologie sociale et anthropologie.
- Connaissances économiques.
- Compréhension des cadres réglementaires, juridiques et politiques.
- Capacité à communiquer, effectuer de la médiation et résoudre des conflits. Vision holistique de la CVV

À notre avis il conviendrait d'y ajouter les compétences d'expert en nouvelles technologies face au changement climatique :

- Connaissances sur le changement climatique, les pratiques agricoles durables (agroforesterie, agriculture raisonnée, agriculture biologique, agriculture de conservation des sols, etc.) et la gestion économe des ressources.
- Connaissances techniques des nouvelles technologies (aquaponie, hydroponie, etc.). Analyse du cycle de vie, du cycle du carbone

Cette combinaison correspond à notre volonté de mettre en place des « **Hydro-stratégie-équitables** ».

Une autre étude explore « **les perspectives d'emploi dans les agroéquipements à horizon 2030** » (<https://www.info.gouv.fr/upload/media/content/0001/08/245b6a1984ce9c5ddd203ce97ce71a0a3bc21321.pdf>) Cette filière représente 160 000 emplois avec une projection de 15 000 recrutements en 2030 (sans compter les départs en retraite). En région Centre Val de Loire, cela correspond à 4 280 ETP (1243 en fabrication de machines agricoles et 3037 en distribution de matériel – les entreprises de travaux agricoles et forestiers n'étant pas comptabilisé). Notons que les métiers de la distribution (18 000 salariés) et les métiers de la maintenance (13 500 salariés) sont deux branches distinctes (Il n'y a pas ou peu de lien entre ces deux entités). Notre projet souhaite innover et créer des « **mécatrinoculteur** » ou **Technicien Agro-Robotique**. Cela correspond en partie au scénario 1 de cette étude où les constructeurs et concessionnaires élargissent la gamme des services proposés aux entreprises agricoles (conseil, accompagnement, etc..) en intégrant l'appui via des outils connectés et le déploiement de robots.

Dans cette filière, 10 000 départs en retraite d'ici 2030, la nouvelle génération doit maîtriser les nouvelles approches et nouvelles technologies sans oublier les bases qui restent essentielles pour une analyse réflexive du dépannage. Il semble important de renforcer quatre grandes catégories de compétences

⁷ Chaine de Valeur du Végétal

Les 4 grandes catégories de compétences pour les mécatroniculteurs

Comprendre les principes agronomiques de demain	<ul style="list-style-type: none"> • Principes d'agronomie de base • Principes de l'agriculture de précision
Sécuriser un socle de compétences numériques partagées	<ul style="list-style-type: none"> • Utilisation des outils numériques et bureautiques • Fonctionnement des capteurs et des objets connectés • GPS, télématique • Isobus
Renforcer le socle des compétences techniques "de base"	<ul style="list-style-type: none"> • Mécanique • Circuits électriques et électroniques • Circuits hydrauliques • Méthodologie du diagnostic • Sécurité au travail
Développer et valoriser les compétences interpersonnelles	<ul style="list-style-type: none"> • Relation client/fournisseur • Négociation • Management d'équipe

D'autres compétences semblent apparaître :

- Maintenance prédictive et diagnostic à distance
- Nouvelles technologies : GPS, isobus, électronique embarquée et transferts de données
- Nouveaux modes de motorisation
- Robotique : paramétrage d'équipements semi-autonomes
- Financement : leviers de financements et fiscalité des équipements agricoles

Il semble important dans un cursus de formation autour de ce domaine de délocaliser certains modules de formation dans les concessions ou chez les constructeurs, de développer des outils de type concession-école, et d'intégrer des supports pédagogiques innovants de type réalité virtuelle ou réalité augmentée.

Notre projet de donner une suite au BTS TSMA de l'EPLEFPA de Bourges et le BTSA GEA de Montargis serait un début de réponse à cette étude.

Une étude réalisée par l'UNEP février 2022 permet d'évaluer les compétences et les qualifications attendues par les entreprises du paysage. Il ressort que le poste de conducteur de travaux est un poste en tension. Les compétences espérées relèvent de compétences entrepreneuriales et managériales. Des rencontres avec des chefs d'entreprises locaux et la section de l'UNEP régional ont confirmé qu'envisager une formation de niveau 6 correspondrait à leur volonté.

Nous avons donc, en 2023-2024, recherché un accréditeur offrant une formation proche des souhaits des entreprises. Le CNAM entrepreneuriat a donné son accord pour cette accréditation. Notre volonté de former des « **éco-managers paysagistes** » est en phase de lancement. Mais il convient dorénavant de prospecter les établissements qui forment des BTSA aménagements paysagers et de faire connaître cette licence auprès des entreprises.

Annexe 3 : Notre Projet et le Projet Régional Enseignement Agricole en région Centre-Val de Loire

Le Projet Régional Enseignement Agricole (PREA) 2023-2027 s'articule autour de cinq axes principaux, en parfaite cohérence avec notre projet. Notre projet s'inscrit parfaitement dans ces axes, renforçant ainsi notre vision d'un enseignement agricole moderne et adapté aux besoins du territoire.

Axe 1 : Un enseignement agricole répondant aux attentes des acteurs des territoires

Notre projet vise à renforcer l'enseignement supérieur agricole dans la région, répondant ainsi aux attentes spécifiques des entreprises locales. Ces entreprises recherchent des compétences dans des domaines variés tels que le conseil d'entreprise, la gestion, la commercialisation de produits assurantiels et bancaires, ainsi que le matériel et les intrants agricoles. Les établissements publics locaux d'enseignement et de formation professionnelle agricoles (EPLEFPA) sont majoritairement orientés vers les porteurs de projets ou les salariés agricoles. Cependant, il est crucial de renforcer les compétences entrepreneuriales, un besoin exacerbé par l'évolution actuelle des structures agricoles. En intégrant des formations spécialisées, notre entité contribuera à combler cette lacune, fournissant aux entreprises locales des professionnels mieux formés et plus adaptables.

Axe 1-point 4 : Accompagner le développement de l'apprentissage

Le développement de formations en alternance est une priorité pour nous, en ligne avec le point 4 du PREA. L'alternance permet aux entreprises de former leurs futurs collaborateurs selon leurs propres valeurs et culture d'entreprise. Pour les étudiants, cette approche facilite la transition entre la vie étudiante et la vie professionnelle, tout en leur conférant un statut de salarié. En outre, l'alternance ouvre la voie à des dispositifs tels que le contrat de professionnalisation, adaptés à un public plus âgé. Ainsi, notre projet contribuera à répondre aux besoins des entreprises tout en offrant aux apprenants des opportunités concrètes d'insertion professionnelle.

Axe 3 : Un enseignement agricole qui innove pour faire face aux transitions

L'innovation est au cœur de notre projet, en accord avec l'axe 3 du PREA. Nous visons à renforcer le niveau de qualification (point 2) et à développer des partenariats avec l'enseignement supérieur long (point 3). Notre stratégie inclut les points suivant :

1. « Construire des partenariats durables avec des écoles d'enseignement supérieur long et les universités en région » : Nous avons déjà établi des collaborations fructueuses et envisageons de les étendre pour bénéficier mutuellement des ressources et expertises disponibles.
2. « Organiser des temps de réflexion entre universités et enseignement agricole » : Ces rencontres permettent de partager des connaissances et des innovations, favorisant ainsi une meilleure adaptation aux évolutions du secteur agricole.
3. « Expérimenter des continuums de qualification entre l'enseignement supérieur court et long » : Cette expérimentation vise à créer des parcours fluides et cohérents pour les étudiants, facilitant leur progression académique et professionnelle.
4. « Réaliser en partenariat l'ingénierie d'un dispositif de formation supérieure longue » : Nous mettons en place des dispositifs de formation qui répondent aux besoins actuels et futurs du secteur agricole

Bien que notre région souffre d'un manque d'attractivité pour les écoles d'enseignement supérieur long, nous croyons fermement que notre projet peut inverser cette tendance. Les précédentes tentatives (2013-2015) nous ont permis de conserver des partenaires professionnels, et le programme France 2030 régionalisé offre de nouvelles opportunités pour revitaliser ces collaborations.

Axe 3- point 4 : Accompagner les établissements dans les transitions

Former des apprenants capables de mettre en place et de gérer les transitions est essentiel pour assurer un renouvellement des formateurs et des professionnels dans le secteur agricole. Notre projet intègre des modules de formation spécifiques pour préparer les étudiants à ces défis, garantissant ainsi un transfert efficace des connaissances et des compétences entre générations.

Axe 5 : Un enseignement agricole qui expérimente pour s'adapter aux enjeux sociétaux et de l'agriculture de demain

Le pôle de la culture du vivant de notre projet ambitionne de transformer l'image de l'agriculture en partageant notre passion et notre expertise dans le travail avec le vivant. Notre objectif est de nourrir la population tout en préservant les ressources naturelles, pour offrir aux générations futures un environnement viable et durable.

Notre projet s'aligne étroitement avec les objectifs du PREA 2023-2027. En renforçant l'enseignement supérieur agricole, en développant des formations en alternance, en innovant pour les transitions, en accompagnant les établissements et en expérimentant de nouvelles approches, nous contribuons à un avenir durable et prospère pour l'agriculture en région Centre-Val de Loire. Notre démarche est ambitieuse mais nécessaire pour répondre aux enjeux contemporains et futurs du secteur agricole

Annexe 4 : les nouveaux métiers envisagés et les compétences attendues

Suite à ces analyses, nous proposons la mise en place d'un pôle supérieur de la culture du vivant. À terme ce pôle proposera des dispositifs par alternance (apprentissage ou contrat de professionnalisation). Il s'articulera autour de quatre formations nouvelles de niveau 6 (licence ou bachelor) sur 1 an et d'une formation de niveau 7 (master) en 2 ans. Deux autres nouvelles formations sont d'ores et déjà organisées pour démarrer à la rentrée 2025 hors financement France 2030. Trois autres formations sont également envisagées mais différées en attente de financement.

Ces formations pourront répondre aux nouveaux métiers que nous avons identifiés

Métiers en lien avec les formations du projet France 2030

Les Managers en Stratégie Agricole

Les Managers en Stratégie Agricole seront des professionnels qui combinent des compétences en gestion, en stratégie et en agriculture pour optimiser les performances des exploitations agricoles. Nous envisageons de créer un Master professionnel management d'entreprises du vivant résilientes et efficientes.

Principales activités :

- **Planification stratégique** : Développer et mettre en œuvre des plans stratégiques pour améliorer la productivité et la rentabilité des exploitations agricoles.
- **Analyse des tendances** du marché et anticiper les évolutions du secteur agricole.
- **Gestion des ressources** : Optimiser l'utilisation des ressources naturelles (eau, sol, énergie) et financières pour maximiser l'efficacité.
- **Promotion des pratiques durables** et respectueuses de l'environnement.
- **Innovation et technologie** : Intégrer des technologies avancées (robotique, intelligence artificielle, systèmes mécatroniques) pour moderniser les pratiques agricoles. Encourager l'adoption de nouvelles techniques et innovations agricoles.
- **Gestion des opérations** : Superviser les opérations quotidiennes des exploitations agricoles. Mettre en place des systèmes de gestion pour améliorer l'efficacité opérationnelle.
- **Gestion des risques** : Identifier les risques liés aux changements climatiques, économiques et réglementaires. Développer des stratégies de mitigation pour assurer la résilience des exploitations agricoles.
- **Formation et développement** : Former le personnel sur les nouvelles pratiques et technologies agricoles. Encourager le développement professionnel continu des employés. **Relations et partenariats** : Établir des partenariats avec d'autres entreprises, organisations et institutions de recherche pour favoriser l'innovation et le partage des connaissances. Représenter l'exploitation agricole auprès des parties prenantes externes.

Compétences Clés :

- **Analyse et résolution de problèmes** : Capacité à analyser des données complexes et à développer des solutions innovantes
- **Leadership et gestion** : Compétences en gestion d'équipe et en leadership pour motiver et diriger les employés.
- Connaissances en agriculture : Compréhension approfondie des pratiques agricoles, des cycles de culture et des technologies agricoles
- **Compétences en communication** : Capacité à communiquer efficacement avec diverses parties prenantes
- **Adaptabilité et innovation** : Capacité à s'adapter aux changements et à innover pour rester compétitif dans un environnement en constante évolution

Un manager en stratégie agricole joue un rôle crucial dans l'amélioration des performances agricoles et la promotion de pratiques durables, répondant ainsi aux besoins croissants d'une agriculture moderne et respectueuse de l'environnement.

Les Hydro-stratégies équitables

Les Hydro-stratégies équitables sont des managers spécialisés dans la gestion et l'utilisation de la ressource en eau pluviale. Ils seraient donc des professionnels qui :

- Élaborent des stratégies pour réduire la consommation d'eau
- Planifient une répartition équitable entre les différents secteurs
- Optimisent l'utilisation de la ressource en eau

- Anticipent les défis liés à la raréfaction de l'eau
- Proposent des solutions innovantes pour une gestion durable

Ce terme peut s'appliquer à divers profils : chefs d'entreprise, conseillers, managers ou experts, tous unis par leur mission de gérer durablement et équitablement la précieuse ressource qu'est l'eau. Nous pensons mettre en place une licence professionnelle 1 an par alternance.

Les stratégies en élevage éco-responsable

Les stratégies en élevage éco-responsable sont des experts capables de guider les exploitations agricoles vers des pratiques d'élevage durables, tout en répondant aux défis environnementaux et économiques actuels. Ils conçoivent et mettent en œuvre des stratégies pour réduire l'empreinte écologique des élevages (émissions de gaz, gestion des ressources), tout en optimisant leur rentabilité. Ces professionnels intègrent des innovations technologiques, des modèles de production bas carbone, et des méthodes de gestion durable pour accompagner les entreprises agricoles vers un avenir plus respectueux de l'environnement et des exigences du marché. (licence pro en stratégie écoresponsable en élevage bas-carbone avec Agro Campus des 2 vallées)

Les Agri stratégies de précision

Les Agri-stratégies sont des experts qui accompagnent les exploitations agricoles dans l'intégration de technologies de pointe (robotique, intelligence artificielle, capteurs connectés) tout en garantissant des pratiques durables et respectueuses de l'environnement. Ce professionnel conçoit et met en œuvre des stratégies d'optimisation de la production agricole grâce à des outils connectés tout en veillant à la préservation des écosystèmes et des ressources naturelles (Licence pro en Gestion des Systèmes Agricoles Intelligents avec Naturapolis).

Les expérimentateurs

Les expérimentateurs sont des spécialistes de l'expérimentation capables de mettre en place, de suivre et d'analyser des expérimentations agronomiques. Leurs connaissances agronomiques approfondies et leur sensibilité aux questions relatives à la transition écologique leur permettent de concevoir des protocoles pour adapter les systèmes de production classiques aux enjeux de la transition écologique.

Métiers en lien avec les formations hors projet France 2030

Formations anticipées

Les éco-managers paysagistes

Les éco--managers paysagistes sont des conducteurs de travaux ou des entrepreneurs avec une vision respectueuse des enjeux écologiques et sociaux. La licence professionnelle « métiers de l'entrepreneuriat, piloter des projets paysagers » correspond à la majorité des attentes.

Ils devront :

- Gérer efficacement leur entreprise (aspect management)
- Prendre en compte les enjeux écologiques et économiques (préfixe éco-)
- Être spécialisés dans l'aménagement paysager (paysagistes)
- De plus ils s'adaptent aux nouveaux modes d'aménagement et aux modifications du climat (implicite dans l'association éco- et managers)

Ce terme reflète la polyvalence de ces chefs d'entreprise, capables de jongler entre les aspects managériaux, écologiques, économiques et techniques de leur métier, tout en s'adaptant aux défis contemporains

Les oenotech-stratégies

Les oenotech-stratégies sont des experts en vinification et en commercialisation qui utilisent des technologies de pointe pour optimiser toutes les étapes du cycle du vin, de la vigne à la vente. Ces professionnels combinent une maîtrise des outils numériques et des innovations (intelligence artificielle, blockchain, big data, réalité augmentée) avec une connaissance approfondie de l'œnologie, tout en élaborant des stratégies commerciales pour promouvoir des vins sur les marchés mondiaux. (Licence pro commercialisation des vins avec EPLEFPA Tours-Fondettes Agrocampus)

Formations différées en attente de financement

Les consultants en écotransition, transformation et valorisation Commerciale

Les consultants en écotransition, Transformation et Valorisation Commerciale sont des experts qui accompagnent les exploitations agricoles et les entreprises agroalimentaires dans la transformation durable de leurs produits, leur commercialisation via des circuits courts, et la maximisation de la valeur ajoutée. Ils combinent des compétences en agroécologie, transformation des produits agricoles, commercialisation directe et marketing durable pour répondre aux attentes des consommateurs et aux enjeux écologiques. (Licence pro en agrovalorisation écoréponsble avec Naturapolis)

Les Greentech entrepreneurs :

Les Greentech entrepreneurs stimuleront l'innovation et l'économie verte, créant des emplois et développant des technologies durables. La mise en place d'un niveau 6 semble correspondre aux compétences nécessaires pour ces métiers. Cette désignation reflète la polyvalence de ce professionnel, capable de combiner expertise technique, conseil stratégique, et gestion d'entreprise dans le domaine des solutions écologiques. Elle souligne également son rôle crucial dans la transition vers des pratiques plus durables et respectueuses de l'environnement.

Les Mécatroniculteur

Les Mécatroniculteur amélioreront l'efficacité et la durabilité des pratiques agricoles grâce à l'intégration de la mécatronique, soutenant les actions pour la modernisation et l'autonomie énergétique des exploitations agricoles. Un niveau licence ou bachelor permettra de rendre attractifs ces métiers et suscitera une revalorisation salariale.

Le mécatroniculteur ou Technicien Agro-Robotique est un professionnel polyvalent qui :

- Utilise des robots, des systèmes mécatroniques et des drones dans le contexte agricole.
- Répare et maintient ces équipements technologiques avancés.
- Développe de nouvelles applications pour soutenir la transition agroécologique.

Ses compétences clés :

- Maîtrise des principes de robotique et de mécatronique appliquées à l'agriculture
- Capacité à programmer et à opérer des dispositifs embarqués pour des applications agricoles
- Connaissance des enjeux de la transition agroécologique.
- Compétences en maintenance et réparation de systèmes robotisés

Ce terme met en avant la polyvalence du professionnel, capable de travailler sur divers systèmes technologiques (robots, drones, systèmes mécatroniques) tout en comprenant les spécificités du secteur agricole et les enjeux de la transition écologique. Il reflète bien le niveau Bac+3, où l'on attend des compétences techniques solides et une capacité à mettre en œuvre des solutions concrètes.

Les compétences transversales attendues

Ces nouveaux métiers demandent de maîtriser des compétences particulières. Certaines sont transversales aux différentes certifications que nous voulons mettre en place tel que les « soft skills », l'agro écologie, la résilience face au réchauffement climatique, la résilience face aux énergies carbonées, l'agilité face aux défis induits par l'évolution du climat et de la technologie, la capacité à générer et accompagner des changements de pratiques, la gestion de projets collaboratifs et participatifs, la maîtrise des outils de communication numérique. Cet ensemble est assez représentatif d'un niveau 6 voir plus.

Les compétences spécifiques attendues

Ces modules transversaux sont complétés par des compétences spécifiques aux métiers envisagés. Cette liste n'est pas exhaustive et mérite d'être affiné lors de la mise en place de notre dispositif.

Manager en stratégies agricoles
Conception de stratégies de diversification des revenus agricoles : Aptitude à identifier et développer des sources de revenus complémentaires (agrotourisme, production d'énergie, etc.)
Gestion des risques (climatiques) : Capacité à intégrer les prévisions météorologiques à long terme dans les stratégies économiques agricoles
Modélisation prédictive des marchés agricoles : Capacité à utiliser des algorithmes avancés pour prévoir les tendances des prix et de la demande
Optimisation des chaînes d'approvisionnement agricoles : Expertise dans l'utilisation de logiciels de gestion de la chaîne logistique spécifiques à l'agriculture
Analyse de données agronomiques à grande échelle : Compétence en big data appliquée aux données de production agricole pour optimiser les rendements
Expertise en agriculture de précision : Maîtrise des technologies permettant une gestion fine des ressources pour maximiser la rentabilité.
Analyse de l'impact des politiques agricoles : Capacité à évaluer et anticiper les effets des réglementations sur la rentabilité des exploitations.
Optimisation fiscale agricole : Connaissance approfondie des spécificités fiscales du secteur agricole pour maximiser les avantages économiques.
Gestion de la transition vers l'agriculture biologique : Compétence en planification économique pour accompagner la conversion des exploitations.
Valorisation des services écosystémiques : Aptitude à quantifier et monétiser les bénéfices environnementaux des pratiques agricoles.
Maîtrise des outils de financement innovants : Connaissance des nouvelles formes de financement comme le crowdfunding agricole ou les contrats à terme
Optimisation énergétique des exploitations : Capacité à réduire les coûts énergétiques tout en augmentant l'autonomie des fermes
Gestion des transmissions d'exploitations : Expertise dans la planification et l'optimisation fiscale des transmissions familiales ou hors cadre familial.
Gestion de projets de réhabilitation écologique : Capacité à restaurer des écosystèmes agricoles traditionnels tout en assurant leur viabilité économique
Management des ressources humaines et du travail
Management de l'innovation dans les entreprises et les filières
Compréhension, application du droit
Management de la communication et du marketing

Hydro-stratégies équitables : Manager spécialisé dans la gestion et l'utilisation de la ressource en eau pluviale
Analyse de données hydrologiques : Capacité à collecter, traiter et interpréter des données sur les ressources en eau
Utilisation de logiciels de modélisation hydrologique : Maîtrise des outils informatiques de base pour simuler les flux d'eau
Compréhension des enjeux socio-économiques de l'eau : Aptitude à identifier les besoins des différents acteurs et à proposer des solutions équilibrées
Techniques de gestion participative : Capacité à organiser et animer des réunions avec les parties prenantes locales
Connaissance des réglementations sur l'eau, sur l'environnement et le sol : Maîtrise du cadre légal de base
Évaluation de la qualité de l'eau : Compétence pour réaliser et interpréter des analyses de base sur la qualité de l'eau
Gestion de projets hydrauliques simples : Aptitude à planifier et suivre des projets d'aménagement hydraulique à petite échelle
Sensibilisation à l'économie d'eau : Capacité à concevoir et mettre en œuvre des campagnes de sensibilisation sur l'utilisation responsable de l'eau.
Utilisation d'outils SIG de base : Maîtrise des fonctions élémentaires des systèmes d'information géographique pour cartographier les ressources en eau
Compréhension des principes de tarification de l'eau : Connaissance des différents modèles de tarification et de leurs impacts sur l'équité.
Gestion d'entreprise et optimisation de la ressource en eau
Gestion intégrée des ressources en eau (GIRE)
La conduite des productions économies en eau
Les sciences des équipements (de la captation, au stockage et à la distribution)

Expérimentateur
Gestion de projet : concevoir, piloter, suivre et évaluer des projets expérimentaux.
Esprit d'analyse et de synthèse : capacité à observer, modéliser et interpréter les phénomènes agricoles.
Compétences numériques : utilisation d'outils de traitement de données, systèmes d'information géographiques (SIG), capteurs connectés, etc.
Résilience et adaptabilité : réactivité face aux aléas climatiques, économiques et technologiques.
Mise en place et suivi d'expérimentations : protocoles scientifiques, échantillonnage, mesures (rendements, qualité, biotiques/abiotiques), maintenance des dispositifs.
Analyse des résultats : statistiques appliquées, interprétation des données expérimentales, rédaction de rapports.
Connaissances agronomiques approfondies : cycles biologiques, itinéraires techniques cultureux, interactions sol-plante-climat.
Intégration des transitions agroécologiques et climatiques : adaptation des systèmes de production, innovations techniques et réglementaires.
Conception de systèmes résilients : combinaison des productions, diversification, autonomie.
Connaissance des réglementations agricoles et environnementales : normes, sécurité, traçabilité.
Communication et pédagogie : savoir transmettre les résultats, vulgariser les données techniques et interagir avec des partenaires variés (chercheurs, agriculteurs, collectivités, entreprises).
Maîtrise des outils agricoles innovants : agriculture de précision, agroéquipements, robotique agricole (cf. compétence de "mécatroniculteur").
Gestion de la ressource en eau : irrigation, stockage, efficacité hydrique, stratégie d'économie et répartition équitable (cf. "hydro-stratège équitable").
Travail en équipe et en réseau : aptitude à collaborer au sein d'équipes pluridisciplinaires, à animer ou à participer à des groupes techniques, à entretenir un réseau de partenaires et à coopérer avec des acteurs du monde agricole, institutionnel ou académique.
Esprit critique et logique : aptitude à valider mentalement les résultats expérimentaux, détecter les incohérences, formuler des hypothèses explicatives.
Confidentialité et intégrité : respect des règles de discréetion professionnelle, notamment dans le cadre de partenariats privés ou de projets de recherche sensibles.

Stratège en élevage eco-responsable
Connaissance des réglementations environnementales (PAC, Éco-régimes, ZNT...).
Connaissance des filières de valorisation différenciée (label rouge, AB, HVE...).
Savoir-faire en écoconception de bâtiments d'élevage (autonomie énergétique, confort animal...).
Analyse systémique une exploitation d'élevage : performance économique, sociale et environnementale des exploitations, vision à long terme sur la durabilité
Stratégies sur mesure conciliant écologie et rentabilité : indicateurs d'empreinte carbone (GHG Protocol, CAP'2ER...), leviers de réduction des émissions de gaz à effet de serre : changement d'alimentation, génétique, optimisation des bâtiments, leviers de réduction des intrants et d'amélioration de l'autonomie
Veille sur les innovations techniques, réglementaires et de marché
Posture de conseil et d'accompagnement au changement
Animation de groupes techniques, des formations, des réunions territoriales.
Capacité à diffuser des résultats techniques et économiques à des publics variés.
Connaissance des réglementations environnementales (PAC, Éco-régimes, ZNT...)

Formations anticipées

Eco-manager paysagistes : Chef d'entreprise du paysage ou conducteur de travaux innovateur et concepteur d'espaces écologiques résilients
Gestion de projets collaboratifs et participatifs : Aptitude à impliquer les citoyens et les parties prenantes dans la conception et la réalisation des projets paysagers. Ces compétences reflètent une approche holistique et innovante

du métier d'écomanager paysagiste, combinant expertise écologique, maîtrise technologique et sensibilité aux enjeux urbains contemporains.
Modélisation écosystémique : Capacité à créer des modèles numériques complexes d'écosystèmes pour prédire l'impact des aménagements paysagers.
Phytoremédiation avancée : Expertise dans l'utilisation de plantes pour décontaminer les sols et l'eau, en intégrant les dernières avancées scientifiques.
Conception de corridors écologiques urbains : Aptitude à créer des connexions vertes en milieu urbain pour favoriser la biodiversité
Gestion intelligente de l'eau : Maîtrise des systèmes d'irrigation connectés et des techniques de récupération d'eau de pluie innovantes.
Intégration de technologies IoT (Internet of Things) : Capacité à incorporer des capteurs et des systèmes connectés dans les aménagements paysagers pour une gestion optimisée
Design biomimétique : Aptitude à s'inspirer des formes et processus naturels pour créer des aménagements durables et efficaces.
Gestion des microclimats urbains : Capacité à créer des aménagements qui régulent la température et améliorent la qualité de l'air en ville.
Conception d'habitats pour la faune urbaine : Savoir-faire pour intégrer des espaces dédiés à la faune sauvage dans les aménagements urbains
Utilisation de matériaux biosourcés innovants : Connaissance et application de nouveaux matériaux écologiques dans les aménagements paysagers.
Maîtrise des outils de réalité augmentée : Capacité à utiliser la réalité augmentée (RA) pour visualiser et présenter les projets paysagers de manière interactive

Formations différées en attente de financement

GreenTech Entrepreneurs
Connaissance des énergies renouvelables : Compréhension de base des différentes technologies (solaire, éolien, biomasse, etc.) et de leur potentiel bas carbone
Analyse du cycle de vie des matériaux biosourcés : Capacité à évaluer l'impact environnemental des matériaux biosourcés sur l'ensemble de leur cycle de vie.
Compréhension des principes de l'économie circulaire : Aptitude à intégrer les concepts de circularité dans le développement de produits ou services.
Veille technologique sur les innovations bas carbone : Capacité à se tenir informé des dernières avancées en matière de technologies vertes.
Conception de produits intégrant des matériaux biosourcés : Aptitude à développer des solutions innovantes utilisant des matériaux renouvelables.
Analyse de marché pour les solutions bas carbone : Compétence pour identifier les opportunités dans le secteur des technologies vertes et des matériaux biosourcés.
Compréhension des réglementations environnementales : Connaissance de base des normes liées aux énergies renouvelables et aux matériaux biosourcés
Gestion de projet durable : Capacité à planifier et exécuter des projets en intégrant les principes du développement durable et de la transition énergétique.
Communication sur les bénéfices environnementaux : Aptitude à promouvoir efficacement les avantages des solutions bas carbone et des matériaux biosourcés.
Évaluation de l'efficacité énergétique : Compétence pour analyser et optimiser la performance énergétique des produits ou services.
Sensibilisation aux enjeux de la transition écologique : Capacité à comprendre et à expliquer les défis liés au changement climatique et à la raréfaction des ressources.
Collaboration avec les acteurs de la filière biosourcée : Aptitude à établir des partenariats dans l'écosystème des matériaux renouvelables et des énergies vertes
Compréhension des techniques de base pour transformer les matières premières renouvelables en matériaux utilisables
Maîtrise des principes de base de la production d'énergies renouvelables : Capacité à comprendre et expliquer les processus de production d'énergie solaire, éolienne, biomasse, etc.
Analyse des flux de matières dans les processus de production : Aptitude à identifier et optimiser l'utilisation des ressources dans les chaînes de production.
Compréhension des techniques d'éco-conception : Capacité à intégrer les principes de durabilité dès la phase de conception des produits.

Evaluation de l'efficacité énergétique des processus de production : Compétence pour analyser et optimiser la consommation d'énergie dans les processus de fabrication

Mécatronicien
Maintenance des systèmes mécatroniques embarqués : Capacité à diagnostiquer et réparer les composants électroniques et mécaniques
Analyse de données agronomiques : Compétence pour interpréter les données collectées par les capteurs
Intégration de capteurs agricoles : Aptitude à installer et calibrer différents types de capteurs
Conception de systèmes d'épandage de précision : Capacité à développer et optimiser des systèmes de pulvérisation ou d'ensemencement
Maintenance préventive des équipements : Capacité à établir et suivre des programmes d'entretien pour prolonger la durée de vie des matériels et de leurs composants.
Capacité à travailler en équipe pour adapter les solutions robotiques aux besoins spécifiques des cultures .
Conception de systèmes mécatroniques agricoles : Capacité à développer des solutions intégrant mécanique, électronique et informatique pour l'agriculture.
Programmation de systèmes embarqués : Aptitude à coder et configurer des microcontrôleurs pour les équipements agricoles intelligents.
Maintenance et diagnostic de machines agricoles automatisées : Compétence pour identifier et résoudre les problèmes des équipements mécatroniques.
Intégration de capteurs et d'actionneurs : Capacité à sélectionner et implémenter des capteurs adaptés aux besoins agricoles spécifiques
Optimisation des systèmes de contrôle : Aptitude à améliorer les performances des équipements agricoles automatisés.
Conception de interfaces homme-machine (IHM) : Compétence pour créer des interfaces utilisateur intuitives pour les équipements agricoles.
Connaissance des normes de sécurité : Maîtrise des réglementations spécifiques aux équipements mécatroniques en agriculture.
Modélisation et simulation de systèmes : Compétence pour utiliser des logiciels de conception assistée par ordinateur (CAO) et de simulation pour concevoir et tester des solutions.
Intégration de systèmes de vision artificielle : Capacité à implémenter des systèmes de reconnaissance visuelle pour l'agriculture de précision.
Veille technologique en mécatronique agricole : Aptitude à se tenir informé des dernières innovations en matière d'automatisation et de robotique agricole

Annexe 5 : détails sur l'avancement du projet

1 - Soutien du monde agricole	Lettre de soutien de la chambre d'agriculture locale et régionale	<input checked="" type="checkbox"/>
	Soutien des autorités académiques	<input checked="" type="checkbox"/>
	Appuis des décideurs territoriaux (Bourges plus, conseil départemental etc..)	Bourges plus <input checked="" type="checkbox"/> Conseil départemental <input checked="" type="checkbox"/> Préfecture du Cher <input checked="" type="checkbox"/> DDT <input checked="" type="checkbox"/> DREET <input checked="" type="checkbox"/>
	Soutien de la communauté des EPLEFPA	Form@terre <input checked="" type="checkbox"/>
2 - Trouver des soutiens à la création du pôle	Soutien des professionnels	Axereal <input checked="" type="checkbox"/> Crédit agricole <input checked="" type="checkbox"/> Crédit Mutuel <input checked="" type="checkbox"/> En négociation CER Centre France <input checked="" type="checkbox"/> UNEP nationale et locale <input checked="" type="checkbox"/> En négociation INRAE <input checked="" type="checkbox"/> En négociation COGEP <input checked="" type="checkbox"/> En négociation Banque populaire <input checked="" type="checkbox"/> En négociation Arvalis <input checked="" type="checkbox"/> En négociation BRGM <input checked="" type="checkbox"/> En négociation Pôle Dream <input checked="" type="checkbox"/> En négociation Végépolys Valley <input checked="" type="checkbox"/> Laiterie St Denis de L'hôtel <input checked="" type="checkbox"/>
	Soutien du conseil régional	Visioconférence du 19-09 <input checked="" type="checkbox"/>
2.1 Essaimage du projet « pôle supérieur de la culture du vivant »	Soutien de l'EPLEFPA de Châteauroux (Naturapolis)	<input checked="" type="checkbox"/>
	Soutien de l'EPLEFPA de Vendôme-Blois Montoire (Agrocampus des 2 Vallées)	<input checked="" type="checkbox"/>
	Soutien de l'EPLEFPA de Tours Fodettes Agrocampus	<input checked="" type="checkbox"/>
3- Création des consortiums adéquats	Identifier les partenaires incontournables locaux par certification	Nos partenaires traditionnels nous soutiennent , mais sur certaines formations, il reste des démarches à réaliser (d'où le projet) <input checked="" type="checkbox"/>
	Obtenir leurs consentements et leurs engagements	Phase qui se met en place <input checked="" type="checkbox"/> En cours
	Impliquer les partenaires à l'élaboration et à la concrétisation du projet	Phase qui se mettra en place avec le projet <input checked="" type="checkbox"/>
4 - Trouver des accréditeurs	CNAM entrepreneuriat	Validé pour la licence paysage et commercialisation Vin <input checked="" type="checkbox"/>
	Institut agro	Accord <input checked="" type="checkbox"/>
	Vétagro	<input checked="" type="checkbox"/> En négociation
	AXEMA	<input checked="" type="checkbox"/> En négociation
	Agro Paris Tech	<input checked="" type="checkbox"/> En négociation
	CNAM pour Master	<input checked="" type="checkbox"/> En négociation
5- Créations des certifications	Identification des compétences attendues par les employeurs de chaque filière	Cette phase dépend de notre sollicitation de financement <input checked="" type="checkbox"/>
	Adéquation entre les attentes des employeurs et des accréditeurs	<input checked="" type="checkbox"/>
	Élaboration des contenus	<input checked="" type="checkbox"/>
	Validation de la méthode de certification	Pour la licence paysage, l'accréditeur est le CNAM et nous avons repris une certification existante. <input checked="" type="checkbox"/>
6 - Prospecter (des entreprises) et recruter des	Mettre en place une organisation et les ressources humaines nécessaires au bon déroulement à la communication, à la prospection et au recrutement	Étape essentielle pour ancrer les formations Cela dépendra de la réussite <input checked="" type="checkbox"/>

alternants		de ce projet	
	Prospection pour la licence paysage, commercialisation du vin	Elle a débuté en 2023-2024 mais n'a pas permis l'ouverture pour septembre 2024	<input checked="" type="checkbox"/>
7 -Assurer un bon taux de satisfaction des entreprises et des apprenants	Mise en place de ressources humaines pour faire le suivi des entreprises et des apprenants	Recueillir les avis des divers participants est essentiels pour notre plan d'amélioration continue	
Stratégies clés :			
Développer des partenariats solides avec les acteurs du secteur Créer des programmes de formation alignés sur les besoins du marché Mettre en place un système de suivi et d'amélioration continue Assurer une communication efficace avec toutes les parties prenantes			
Le succès dépendra également d'un plan de communication approprié et d'une prospection active lors des phases de lancement. Un défi persistant est de motiver les prospects pour les métiers que nous avons envisagés. Par conséquent, nous avons inclus une phase de prospection substantielle..			

Le projet a débuté en 2023. Dans un premier temps, nous avons dû valider cette idée dans les instances de nos établissements. Puis, n'étant pas un établissement d'enseignement supérieur, et ne disposant pas d'établissement supérieur en agriculture en région centre, nous sommes partis à la conquête de partenaires et d'accréditeurs. Nos partenaires ont rapidement répondu positivement à la mise en place de projet. En ce qui concerne les accréditeurs, nous avons obtenu un accord de principe d'un accompagnement en vue de l'accréditation sur plusieurs diplômes. Vet agro sup c'est montré intéressé pour l'accréditation de la licence/bachelor mécatronique. Le Cnam est d'ores et déjà accréditeur de la licence paysage.

Le choix des accréditeurs est primordial pour construire nos parcours. Ce travail a débuté en septembre 2023, mais nous sommes conscients que la mise en place concrète demandera encore du temps pour que les formations répondent complètement aux attentes des entreprises locales.

Aussi notre planning de mise en place des formations, se veut prudent. Nous avons établi un plan de charge commun aux différents diplômes

- **Année 1 :**
 - Co-construction des contenus pédagogiques , de l'alternance, des systèmes de certification
 - Validation par la profession.
- **Année 2 :**
 - Prospection pour capter des candidats dans tous les établissements identifiés à 2h de route autour de Bourges.
 - Prospection auprès d'entreprises pour prôner notre cursus et obtenir des contrats d'apprentissage.
 - Job dating et lancement de la formation (3 mois avant la rentrée) entre entreprises et candidats apprentis
- **Année 3 :**
 - Rentrée des apprenants, gestion des intervenants, gestion des plannings,
 - Prospection pour la 2^{ème} rentrée.
 - Visites des entreprises pour entendre leur analyse et adapter la formation l'année suivante.

L'année 2024-2025 verra l'ouverture de la licence « paysage » et de la licence sur la gestion de la ressource en eau. Lors de cette même année, la définition des contenus du Master devra être cernée et validée par l'accréditeur et les entreprises. La rentrée de la première année de Master est programmée pour septembre 2026. La prospection auprès des établissements proposant des licences professionnelles agricoles devra être enclenchée pour l'année 2025-2026. La prospection auprès des entreprises (principalement les RH) devra être engagée. En parallèle, les captations de candidat sur les autres dispositifs seront maintenues. En effet, nous estimons qu'il faut au moins 3 ans pour être bien identifié.

L'année 2026-2027 sera l'apogée de notre projet ; toutes les formations seront ouvertes. Les licences en matériaux biosourcés et en mécatronique robotique seront à leur balbutiement. La deuxième année du Master sera en place et les licences eau et paysage seront à leur 3^{ème} rentrée. À ce stade le dispositif devra s'équilibrer sans le financement de France 2030. Le fait de proposer nos formations en alternance devrait nous permettre d'obtenir l'équilibre financier si nos effectifs sont suffisants. À cela, nous pensons aussi à la possibilité de solliciter des fonds lors des appels à projets pour

l'apprentissage. En effet, nous pouvons solliciter l'axe 3 de cet appel à projets qui facilite la mise en œuvre de nouvelles formations en alternance.

À ce jour, nous avons obtenu plusieurs courriers de soutien pour la création de ce pôle (cf. Annexes). Nous avons obtenu l'accord d'accréditeur (le CNAM et Institut Agro de Rennes), il nous faut encore rechercher d'autres accréditeurs pour les certifications de fin de cycle de notre projet. Avoir plusieurs accréditeurs nous permet de stabiliser notre pôle.

Au sein du consortium, les entreprises et partenaires peuvent exprimer leur soutien de différentes façons en :

- participant de façon numéraire aux charges du pôle.
- s'engageant à mettre à disposition du pôle des ressources humaines pour participer aux diverses réunions, mais aussi pour construire le parcours.
- déléguant des experts de leur domaine pour travailler sur les contenus des formations
- fléchant une part de la taxe d'apprentissage vers le pôle
- créant des contrats d'apprentissage fléchés pour nos dispositifs.

Annexe 6 : les formations et les compétences attendues

Formations du projet France 2030

Licence Master Pro management d'entreprises du vivant, résilientes et efficientes		
Formation en alternance en 2 ans (après un niveau 6)		
Accréditeurs potentiels : Institut Agro , Vetagro ...		
Objectifs	<p>Former et maintenir les futurs cadres dans la région et produire de la richesse locale Instaurer une formation de niveau 7 dans une région agricole importante actuellement dépourvue d'une telle offre Offrir à des organismes travaillant en lien avec les exploitations agricoles des collaborateurs possédants une expertise approfondit dans l'analyse globale des entreprises agricoles</p>	
Métiers visés	<p>Agriculteur efficient et résilient Conseiller d'entreprise en organisme comme les banques, les centres de gestion etc..</p>	<p>Nouveau métier : Managers en Stratégies agricoles business developer conseiller agricole généraliste, facilitateur stratégique territorial</p>
Sourcing	<p>Étudiants issus de licence professionnelle à orientation agricole (Ex licence professionnelle management des entreprises agricoles - Angers ou Bourges), de licence management d'entreprise (filière GEA). En France 49 formations sont recensées sur le site agrOrientation, dont 28 orientées vers le conseil En région centre 14 formations de niveau 6 existent</p>	
Zone de recrutement	<p>La région Centre-Val de Loire et les départements limitrophes. Les formations BAC+5 "agricoles" les plus proches se situent à PARIS, DIJON, CLERMONT, ANGERS.</p>	
Entreprises et ou organismes visés	<p>Les entreprises visées sont les différents groupes bancaires du secteur agricole (Crédit Agricole, Crédit Mutuel, Banque populaire), les centres de gestion (CER France Centre France, COGEP, AS Centre Loire), les groupements ou coopératives agricoles (Axéreal, Soufflet, etc...), les organismes de conseil (chambre d'agriculture, FDGEDA, FDCUMA), les centres de formation (CFPPA et CFA) etc... Il ne faut pas exclure les porteurs de projet qui veulent maîtriser les différents risques pour construire ou adapter une entreprise familiale en un système résilient et efficient</p>	
Localisation des employeurs	<p>Généralement, nous nous adressons à des groupes régionaux (Crédit agricole, Banque populaire, Crédit mutuel, CER centre France, COGEP, Chambre d'agriculture etc..) ou des entreprises à envergure régionale (Axereal, Soufflet,etc..), aussi les postes peuvent se situer au niveau du Cher, de la région centre ou des départements limitrophes.</p>	

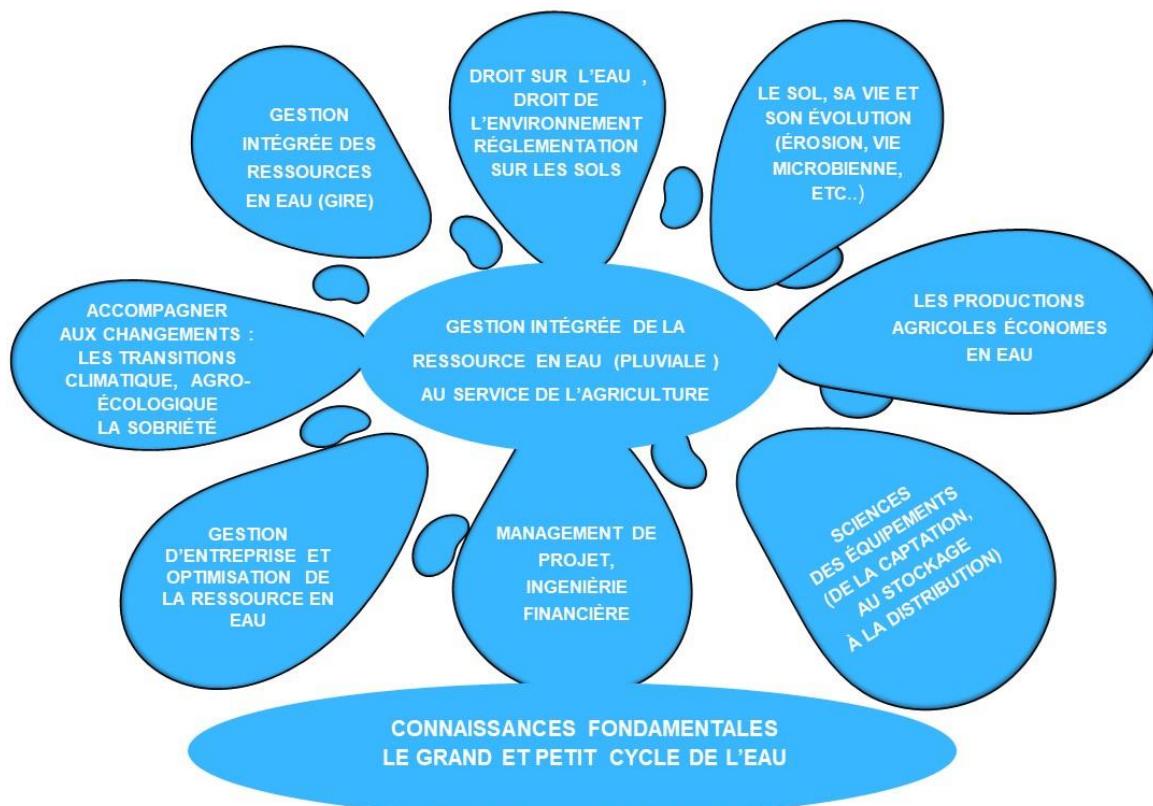


Licence professionnelle et ou bachelor : gestion et maîtrise de la ressource en eau pluviale en agriculture

Formation en alternance sur 1 an

Accréditeurs potentiels : Institut Agro, Vetagro, CNAM , Ministère de l'agriculture

Objectifs	Assurer en priorité la souveraineté alimentaire Anticiper les changements démographiques Intégrer un modèle économique circulaire pour l'utilisation de l'eau dans l'agriculture Promouvoir une utilisation optimale des ressources en eau pour favoriser la collaboration entre les utilisateurs Créer et mettre en place des dispositifs innovants d'économie d'eau Imaginer et développer une agriculture efficiente en terme de gestion des ressources en eau	
Métiers visés	Conseiller spécialisé en gestion de l'eau Technico-commercial en matériel d'irrigation ou de stockage	Nouveau métier : Hydro-stratège équitable hydro-agronome Hydro-stratège
Sourcing	Notre sourcing se base principalement sur les formation type BTSA Gestion et maîtrise de l'eau (GEMEAU) qui existe en région centre au campus de la Mouillière et au LEGTA Tours-Fondettes Il existe aussi à Nevers	
Zone de recrutement	La région Centre-Val de Loire et les départements limitrophes. Nous espérons aussi attirer des étudiants provenant des régions limitrophes qui seront intéressés par cette licence	
Entreprises et ou organismes visés	Les entreprises qui réalisent des conseils auprès de agriculteurs Les entreprises qui commercialisent des systèmes d'irrigation innovants Les agriculteurs ou des futurs porteurs de projet	
Localisation des employeurs	La région Centre-Val de Loire et les départements limitrophes	
Lieu de formation	EPLEFPA de Bourges, mais nous envisageons un partenariat avec d'autres établissements pour mutualiser les plateaux techniques comme ceux de Nevers ou d'Ahun	



Licence pro en Gestion des Systèmes Agricoles Intelligents / agriculture de précision avec Naturapolis(36) Formation en alternance sur 1 an Accréditeurs potentiels : Université d'Orléans Ministère de l'agriculture		
Objectifs		
<ul style="list-style-type: none"> - Anticiper les avancées sociales, sociétales, environnementales et économiques qui seront offertes par les innovations technologiques. - Comprendre les enjeux énergétiques et adapter son système de production résilient - Accompagner les agriculteurs à prendre en main les nouvelles technologies - Combiner transitions et compétitivité dans les exploitations agricoles de demain. 		
Métiers visés		<p>« Ancien métier » Conseiller agricole Agriculteur</p> <p>Nouveau métier : Stratégie en agro-technologie et ressources agricoles Agri-stratège de précision</p>
<p>2 types de métiers :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Conseillers en innovations agricoles - Agriculteurs de demain <p>2 types de parcours :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Objectif d'employabilité immédiate - Objectif d'une licence passerelle vers du supérieur long 		
Descriptif du métier		Stratégie en agro-technologie et ressources agricoles est un expert qui accompagne les exploitations agricoles dans l'intégration de technologies de pointe (robotique, intelligence artificielle, capteurs connectés) tout en garantissant des pratiques durables et respectueuses de l'environnement. Ce professionnel conçoit et met en œuvre des stratégies d'optimisation de la production agricole grâce à des outils connectés tout en veillant à la préservation des écosystèmes et des ressources naturelles.
Sourcing		Etudiants issus des BTSA, notamment BTS ACD et BTS ACSE
Zone de recrutement		Région Centre Val de Loire et régions limitrophes. L'attractivité d'une licence PRO innovante permettra de recruter également dans les départements limitrophes.
Entreprises et ou organismes visés		Chambre d'agriculture Crédit Agricole, CER Coopératives céréalier (Villemont Céréales, Axéréal, Terre INOVIA, Ceralliance, Centre Ouest Céréales...) Association Bio Centre Concessionnaires de matériels connectés Entreprises privées de conseils en productions végétales Agriculteurs Laboratoires de recherche
Localisation des employeurs		Rayon de 200 km autour de Châteauroux La région Centre Val de Loire assure à elle seule 13% de la production céréalière française. La zone Boischaut nord du département de l'Indre est une zone céréalière composée de nombreux partenaires professionnels en demande de perfectionnement de leurs collaborateurs.
Lieu de formation		EPLEFPA NATURAPOLIS de Chateauroux

Licence professionnelle : expérimentation, expérimentateur Formation en alternance sur 1 an Accréditeurs potentiels : Ministère agriculture, Université du Havre ...								
Objectifs								
		<ul style="list-style-type: none"> - Former des techniciens-experts capables de concevoir, conduire et analyser des expérimentations agronomiques et zootechniques, - Développer une double compétence en productions végétales et animales, - Acquérir une maîtrise opérationnelle des outils de mesure, d'analyse et de traitement de données expérimentales, - Préparer à la conduite de projets expérimentaux dans une logique d'innovation agroécologique et de durabilité, - Favoriser l'insertion professionnelle dans les structures de recherche appliquée, les coopératives, les instituts techniques, les chambres d'agriculture et les entreprises privées 						
Métiers visés		<table border="1" style="width: 100%;"> <tr> <td style="padding: 5px;">« Ancien métier »</td><td style="padding: 5px;"></td><td style="padding: 5px;">Nouveau métier :</td></tr> <tr> <td style="padding: 5px;">Expérimentateur</td><td style="padding: 5px;"></td><td style="padding: 5px;"></td></tr> </table> <ul style="list-style-type: none"> - Technicien d'expérimentation - Responsable d'essai - Conseiller agricole - Technicien de sélection - Inspecteur phytosanitaire - Enseignant en lycée professionnel 	« Ancien métier »		Nouveau métier :	Expérimentateur		
« Ancien métier »		Nouveau métier :						
Expérimentateur								
Descriptif du métier		<p>L'expérimentateur en productions végétales et animales est un technicien spécialisé de niveau Bac +3 chargé de mettre en œuvre, suivre et valoriser des protocoles d'expérimentation appliqués à l'agriculture. Polyvalent, il intervient aussi bien sur des systèmes végétaux (cultures, plantes spécialisées, agroécologie...) que animaux (élevage, bien-être animal, nutrition, génétique...).</p> <p>Il opère dans le cadre de programmes de recherche appliquée, de développement technique ou de validation de pratiques agricoles, en lien avec des enjeux de durabilité, d'innovation ou de réglementation.</p>						
Sourcing		Étudiants issus des BTSA, notamment BTS ACD et BTS ACSE DUT Biologie –agronomie						
Zone de recrutement		<p>Région Centre Val de Loire et régions limitrophes.</p> <p>L'attractivité d'une licence PRO innovante permettra de recruter également dans les départements limitrophes.</p>						
Entreprises et ou organismes visés		Arvalis Terre innovia INRAE Antedis Staphyt Qualiphyt...						
Localisation des employeurs		Rayon de 200 km autour de Bourges La région Centre Val de Loire assure à elle seule 13% de la production céréalière française.						
Lieu de formation		EPLEFPA de Bourges + ferme expérimentale du chaumoy et des bordes						

Licence professionnelle ou bachelore : Stratège en élevage éco-responsable

Bachelor Agro mention élevage, transition et changement climatique

Formation en alternance sur 1 an**Accréditeurs potentiels : Ministère agriculture,**

Objectifs	<ul style="list-style-type: none"> - Former une nouvelle génération de spécialistes de l'élevage capables d'accompagner la transition agroécologique, - Accompagner la transformation des modèles d'élevage vers le bas carbone, - Former des professionnels capables de concevoir et piloter une stratégie globale d'entreprise d'élevage, - Doter les futurs professionnels de compétences stratégiques en gestion de l'élevage, intégrant les enjeux climatiques, énergétiques, économiques et sociaux - Intégrer l'élevage dans une approche systémique et territoriale de l'agriculture - Préparer les diplômés à des fonctions de conseil, de pilotage ou d'innovation - Former des "catalyseurs de changement" dans les élevages 	
Métiers visés	« Ancien métier » Conseiller en élevage	Nouveau métier : Stratège en élevage bas carbone éco-responsable
<p>2 types de métiers :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Conseillers en élevage - Agriculteurs de demain <p>2 types de parcours :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Objectif d'employabilité immédiate - Objectif d'une licence passerelle vers du supérieur long 		
Descriptif du métier	<p>Le stratège en élevage éco-responsable et bas carbone est un professionnel de niveau Bac +3, spécialisé dans la gestion globale et durable des exploitations d'élevage. Il allie des compétences techniques, économiques, environnementales et managériales pour piloter ou accompagner la transformation des systèmes d'élevage vers des modèles rentables, résilients, et compatibles avec les objectifs de décarbonation.</p> <p>Son rôle dépasse la simple conduite d'élevage : il élabore et met en œuvre une stratégie d'entreprise agricole, en intégrant les transitions agroécologique, climatique et numérique, tout en assurant la viabilité économique et sociale de la structure. . (licence pro en stratégie écoresponsable en élevage bas-carbone avec Agro Campus des 2 vallées)</p>	
Sourcing	Étudiants issus des BTSA, notamment BTS PA et BTS ACSE	
Zone de recrutement	<p>Région Centre Val de Loire et régions limitrophes.</p> <p>L'attractivité d'une licence PRO innovante permettra de recruter également dans les départements limitrophes.</p>	
Entreprises et ou organismes visés	<p>Chambre d'agriculture LSDH- et entreprises agroalimentaires utilisant le lait comme matière première Groupement de producteurs bovin viande Porteurs de projet</p>	
Localisation des employeurs	<p>Rayon de 200 km autour de Bouges</p> <p>La région Centre Val de Loire assure à elle seule 13% de la production céréalière française.</p>	
Lieu de formation	EPLEFPA de Vendôme	

Formations anticipées

Licence professionnelle (1an) en alternance « Piloter des projets paysagers (concevoir, piloter et livrer des espaces verts) Accréditeur CNAM Métiers de l'entrepreneuriat		
Objectifs	Manager des équipes et des projets Anticiper les évolutions dans la gestion des espaces verts Développer des marchés et conquérir des appels à projets Mener des communications efficaces	
Métiers visés	Conducteur de travaux Entrepreneur du paysage	Nouveau métier : éco-managers paysagistes
	2 types de public : Conducteur de travaux dans des entreprises moyennes ou importantes Chef de chantier puis conducteur de travaux pour les entreprises plus petites Reconnaissance de l'expérience professionnelle par la VAE ou un contrat de professionnalisation pour les collaborateurs expérimentés	
Sourcing	Etudiants issus des BTSA Aménagements Paysagers de la région (Tours-Fondettes, Campus la moulière, Chartres) et des départements limitrophes (Nevers, Moulins, Clermont , ...)et de la couronne parisienne Cela correspond à un potentiel d'une centaine de prospects, notre objectif étant d'en capter 10% . Statistiquement sur une classe de 20 étudiants , il y a 5 à 7 candidats qui poursuivent leurs études.	
Zone de recrutement	Région Centre Val de Loire et départements limitrophes. La proximité de la région parisienne est aussi une zone à explorer	
Entreprises et ou organismes visés	Entreprise du paysage ou service d'entretien des espaces verts des villes ou communautés de communes. . L'entreprise type est une entreprise de 10 à 15 salariés en phase de développement, ou les structures interrégionales type Idverde , Terideal, Daniel Moquet etc	
Localisation des employeurs	Si nous prenons un rayon de 200 km autour de Bourges, le site de l'UNEP répertorie 795 entreprises Exemple : le groupe DELBARD, Eden Vert, Groupe Mignot, Vert Parc, Paysages Conseil	
Lieu de formation	EPLEFPA de Bourges, nous envisageons de réaliser une semaine délocalisée sur l'EPLEFPA de Tours-Fondettes	

Formations différées en attente de financement

Licence professionnelle et /ou bachelor : producteur, et créateur de matériaux biosourcés et d'énergie renouvelable bas carbone Formation en alternance en 1 an		
Objectifs	Développer des systèmes agricoles efficents et résilients intégrant une ou des productions de matériaux biosourcés et/ou de biocarburant Accompagner des agriculteurs à intégrer la production de bioressources et respecter une démarche de responsabilité sociétale des entreprises	
Métiers visés	Céréalier avec de la diversification	Nouveau métier : GreenTech Entrepreneurs
Sourcing	Les étudiants de BTSA ACSE et APV principalement	
Zone de recrutement	La région Centre-Val de Loire et les départements limitrophes. Nous espérons aussi attirer des étudiants provenant des régions limitrophes qui seront intéressés par cette licence	
Entreprises et ou organismes visés	L'orientation bas carbone impulsée du fait du réchauffement climatique va engendrer des demandes de matériaux biosourcés produits en France ou en UE.	
Localisation des employeurs		

Licence ou bachelor « robotique, mécatronique »

Formation en alternance en 1 an Accréditeur : Vetagro, CNAM ...		
Objectifs	<p>Réduction de la dépendance à l'énergie fossile en favorisant des sources alternatives</p> <p>Mise en place d'automatisation et renforcement des capacités d'analyse environnementale</p> <p>Développement de nouveaux équipements respectueux du sol et des plantes, tout en limitant la propagation des bioagresseurs</p> <p>Optimisation de l'utilisation des ressources en eau et du besoin en chaleur pour une gestion plus efficiente</p> <p>Cette licence est un trait d'union entre l'agriculture et la mécanique, entre la robotique et la pénibilité des travaux agricoles, entre énergie fossile et énergie renouvelable. Elle doit faire le lien entre agriculture d'aujourd'hui et l'agriculture 4.0</p>	
Métiers visés	Mécanicien agricole, concessionnaire et distributeur de matériels agricoles	Nouveau métier : Mécatroniculteurs, techniciens agro-robotique
Sourcing	Étudiants issus de BTSA GEA (génie des équipements agricoles) (Montargis, Brioude ...) et des BTS TSMA (Bourges, Vendôme, Gannat...)	
Zone de recrutement	La région Centre-Val de Loire et les départements limitrophes. Nous sommes sur une spécialisation et nous envisageons un recrutement interrégional	
Entreprises et ou organismes visés	<p>Nous visons des entreprises commercialisant du matériel agricole et désireuses d'avoir un collaborateur formé autour des nouvelles approches qui leur permettra d'assurer leur avenir</p> <p>Nous pensons également que certains organismes finançant l'achat de matériel seront intéressés par ce profil de candidat pour avoir un avis avisé sur le choix des investissements à préconiser auprès des clients.</p>	
Localisation des employeurs	En région centre et département limitrophe. Des entreprises comme Cloué sont sur le Cher mais aussi en Creuse	
Lieu de formation	EPLEFPA de Bourges, mais nous envisageons une formation en partie en distanciel et en partenariat avec d'autres établissements pour mutualiser les plateaux techniques ou avec des concessionnaires.	

Licence professionnelle et/ou Bachelor Agro mention alimentation et agroalimentaire		
Objectifs	<ul style="list-style-type: none"> - Accompagner les agriculteurs à développer de la valeur ajoutée sur leur exploitation tout en intégrant les transitions climatiques et agro-écologiques - Développer des compétences en transformation et en commercialisation des produits agricoles au sein des exploitations - Accentuer la compréhension du territoire pour développer des activités en circuits courts 	
Métiers visés	Ancien métier Conseiller agricole Agriculteur	Nouveau métier : Consultant en Écotransition, Transformation et Valorisation Commerciale
	<p>2 types de métiers :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Conseillers - Agriculteurs / Transformateurs de demain en circuits courts <p>2 types de parcours :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Objectif d'employabilité immédiate - Objectif d'une licence passerelle vers du supérieur long 	
Descriptif du métier	<p>Consultant en Écotransition, Transformation et Valorisation Commerciale est un expert qui accompagne les exploitations agricoles et les entreprises agroalimentaires dans la transformation durable de leurs produits, leur commercialisation via des circuits courts, et la maximisation de la valeur ajoutée. Il combine des compétences en agroécologie, transformation des produits agricoles, commercialisation directe et marketing durable pour répondre aux attentes des consommateurs et aux enjeux écologiques.</p>	
Sourcing	Etudiants issus des BTSA, notamment BTS PA et BTS GC	

Zone de recrutement	Région Centre Val de Loire et régions limitrophes. L'attractivité d'une licence PRO innovante permettra de recruter également dans les départements limitrophes.
Entreprises et ou organismes visés	Chambre d'agriculture GDS (Groupement de Défense Sanitaire) ou GDMA (Groupement Des Maladies Animales) Crédit Agricole, CER Coopératives agricoles (Dont Alliance pastorale) Association Bio Centre DDT Ateliers de transformation (Laiterie JACQUIN, Laiterie de Verneuil, Affineurs, huilerie Vigean...) Agriculteurs / transformateurs Laboratoires de recherche
Localisation des employeurs	Rayon de 200 km autour de Châteauroux
Lieu de formation	EPLEFPA NATURAPOLIS de Châteauroux

Annexe 7 : Rôle des différents acteurs participant à la mise en œuvre du projet et leur implication à chacune des étapes

Étapes	Acteurs		Objectifs
1) Recherche de soutien	EPLEFPA et chambre agriculture du Cher. DRAAF, Bourges Plus		Obtenir des soutiens pour la création et débuter la mise en place du projet en obtenant des financements
2) Recherche des accréditeurs	EPLEFPA et chambre agriculture du Cher DRAAF, Bourges Plus		Notre projet étant basé sur la mise en place de 5 formations certifiantes dans des 5 filières différentes, il est impératif de trouver les accréditeurs
3) Création du consortiums	Conseil des fondateurs	EPLEFPA et chambre agriculture du Cher	Création du conseil des fondateurs qui se compose de deux acteurs : l'EPLEFPA et la chambre d'agriculture du Cher.
	Nous estimons qu'il convient de constituer des collèges par diplôme envisagé. Donc, nous aurons dans un premier temps 7 collèges (5 dans le cadre du projet France 2030 et 2 autres hors financement France 2030). D'autres collèges pourront voir le jour ultérieurement notamment en ce qui concerne les 3 projets de formations différenciées		
	Collège Licence éco managers paysagistes (hors France 2030)	EPLEFPA et chambre agriculture du Cher UNEP , CNAM	Mettre en place la licence professionnelle adaptée à nos besoins pour former des éco-managers paysagistes
	Collège : Licence oenotech-stratège (hors France 2030)	EPLEFPA de Tours-Fondettes, CNAM	Mettre en place la licence professionnelle adaptée à nos besoins pour former des oenotech-stratèges
	Collège Master pro « manager en stratégies agricoles »	EPLEFPA et chambre agriculture du Cher AXEREAU, Végépolys Vallée Crédit agricole, CER Alliance Centre France, Crédit mutuel, COGEP	Mettre en place une nouvelle formation de niveau 7 en correspondance avec les besoins des entreprises pour former nos Managers en Stratégie Agricole
	Collège Licence ou bachelor ressource en « eau pluviale »	EPLEFPA et chambre agriculture du Cher BRGM, INRAE, Aquanova, AXEREAU, Végépolys Vallée	Mettre en place une nouvelle formation de niveau 7 pour former des Hydro-stratèges équitables capables de gérer équitablement la ressource en eau.
	Collège Licence « agri stratège de précision »	EPLEFPA et chambre agriculture du Cher, Végépolys Vallée, INSA, AXEMA, Naturapolis, INRAE	
	Collège Licence et/ou Bachelor Agro « stratège en élevage écoresponsable»	Tours Fondette Agro Campus, Agro Campus des 2 Vallées, INRAE, Végépolys Vallée, Vetagro, LSDH	
	Collège Licence et/ou Bachelor Agro « Expérimentateur »	EPLEFPA et chambre agriculture du Cher Végépolys Vallée, Arvalis, INRAE, Terre Innova	
	Collège Licence ou Bachelor Agro « green tech entrepreneurs»	EPLEFPA et chambre agriculture du Cher, accréditeur, INRAE, DRAFF, Préfecture régionale , INSA ...	Mettre en place une nouvelle formation de niveau 7 pour développer la « green tech » et former des conseillers et/ou des chefs d'entreprises
	Collège Licence ou Bachelor Agro « mécatroniculteur »	EPLEFPA et chambre agriculture du Cher et de l'Indre, accréditeur, CNAM, IUT Châteauroux, Bourges ou .. AXEMA , ...	Mettre en place une nouvelle formation de niveau 7 former des conseiller en agro-robotique, des mécatroniculteurs

	Collège Licence ou Bachelor Agro « consultant en écotransition, transformation et valorisation commerciale »	EPLEFPA de Châteauroux (Natrualpolis)	Mettre en place une nouvelle formation de niveau 7 pour développer les transformations de produits agricoles et les commercialiser			
	Certains consortiums ne sont pas encore finalisés à ce jour, d'où notre progression dans la mise en place de notre projet. Certaines formations très innovantes demandent des analyses approfondies					
Les étapes ci-dessus sont actuellement en cours. Elles se réalisent avec les engagements des 2 porteurs de projets : l'EPLEFPA et la Chambre d'agriculture du Cher.						
Ces étapes devront être confortées dès l'acceptation de notre projet par France 2030.						
4) Création et constructions ou adaptation des certifications	Membres du consortium, experts de la spécialité, entreprises et membres de l'équipe projet	Cette étape doit permettre de créer ou d'adapter des cursus de formation aux besoins des entreprises. Ces dernières sont invitées à intégrer le consortium mais elles peuvent également se faire représenter par leur syndicat ou leur porte parole. Notre objectif étant d'avoir un nombre représentatif d'entreprise pour construire les fondements des nouvelles formations				
	À ce stade, nous considérons que notre pôle supérieur de la culture du vivant est créé. Et donc nous avons pu constituer une équipe en adéquation avec l'ambition de notre projet					
5) Prospections apprenants et entreprises	EPLEFPA et chambre agriculture du Cher + l'équipe projet+ accréditeur	Etape 1 : Pour chaque formation envisagée, il conviendra de prospector au moins 8 établissements ciblée dans le sourcing Etape 2 : Prospecter les entreprises pour améliorer la contractualisation avec les apprenants mais aussi pour trouver des intervenants pour les formations.				
5 bis) Plan de communication et diffusion	EPLEFPA et chambre agriculture du Cher + l'équipe projet + accréditeur	Promouvoir la formation, la faire connaitre pour favoriser la captation de candidat, la création de contrats d'alternance et la reconnaissance de cette formation par les entreprises				
6) Mise en place des formations et gestion	Accréditeur et les équipes du pôle supérieur de la culture du vivant + équipe des CFPPA	Échafaudage de la progression pédagogique et d'une alternance adaptée aux entreprises				
7) Satisfaction et amélioration continue	Accréditeur et les équipes du pôle supérieur de la culture du vivant + équipe des CFPPA	Création de questionnaires permettant d'apprécier la formation et d'ouvrir des voies d'amélioration.				

Annexe 8 : moyens humains nécessaires à la mise en œuvre du projet

Objet	Identification de la ressource humaine	Fonction ou domaine d'intervention	Estimation en H ou ETP	
Equipe de management du projet et gestionnaire financier	Un responsable par instance fondatrice	Directeur du CFPPA de Bourges	0.4 ETP non pris en charge par France 2030	2.44
		Responsable formation de la chambre d'agriculture	0.4 ETP	
	Une cheffe de projet	Pilotage du projet France 2030	1 ETP	
	Un gestionnaire	Gestion des dépenses et conventions	0,17 ETP	
	Assistante administrative	Gestion des courriels, des compte-rendu ..	0.2 ETP	
Promotion du projet et des formations	Une chargée de communication	Plan de communication des divers dispositifs	0.17 ETP	
Gestion de la qualité des dispositifs	Une responsable qualité	L'EPLEFPA possède une chargée de qualité qui sera mise à disposition pour le projet	0.1 ETP	
Nous considérons qu'il convient de construire des équipes centrées sur chaque formation. La concertation sera réalisée par le chef de projet et l'assistante des co-directeurs				
Projet Licence ECO-MANAGERS PAYSAGISTES (ouverture 2025) Hors France 2030	Un responsable de formation	Prospection / recrutement Coordination pédagogique (recherche d'intervenants de formateurs en relation avec l'accréditeur) Gestion du plan d'amélioration continue	0.2 ETP	
	Accréditeur (personnel mis à disposition)	Participation du personnel des accréditeurs : Construction du parcours	0.1 ETP	
Projet Licence OENOTECH-STRATEGIE (ouverture en 2025) Hors France 2030	Un responsable de formation	Prospection / recrutement Coordination pédagogique (recherche d'intervenants de formateurs en relation avec l'accréditeur) Gestion du plan d'amélioration continue	0.2 ET	
	Accréditeur (personnel mis à disposition)	Participation du personnel des accréditeurs : Construction du parcours	0.1 ETP	
Projet Licence ou Bachelor Agro HYDRO-STRATEGIES EQUITABLES (ouverture 2026) Projet France 2030	La cheffe de projet	Ingénierie de formation et pédagogique, prospection / recrutement, coordination pédagogique (recherche d'intervenants de formateurs en relation avec l'accréditeur) Gestion du plan d'amélioration continue	Sur 3 ans 0.1 ETP	1.35 ETP + 43 jours d'intervention
	Un responsable de formation hydrostratège	Ingénierie de formation, prospection entreprises et apprenants, construction des unités de formation , gestion du plan d'amélioration, construction de situation d'évaluation, construction du réseau	Sur 3 ans= 1.25 ETP	
	Membres du consortium	Participation des membres du consortium aux diverses réunions	Sur 3 ans= 28 jours CA 18	

			6 j INRAE 6J BRGM	
	Accréditeur (personnel mis à disposition)	Participation du personnel des accréditeurs : Construction du parcours en partenariat avec les professionnels	3 J Accréditeurs	
Projet Master Pro MANAGER EN STRATEGIES AGRICOLES (ouverture 2026) <u>Projet France 2030</u>	La cheffe de projet	Ingénierie de formation et pédagogique, prospection / recrutement, coordination pédagogique (recherche d'intervenants de formateurs en relation avec l'accréditeur) c	Sur 3 ans 0.1 ETP	2.5 ETP + 92 jours d'intervention
	Un responsable de formation Master	Ingénierie de formation, prospection entreprises et apprenants, construction des unités de formation , gestion du plan d'amélioration, construction de situation d'évaluation, construction du réseau	Sur 3 ans= 2.4 ETP	
	Membres du consortium	Participation des membres du consortium aux diverses réunions	Sur 3 ans= 60 Jours CA 18 3 j CER 3 J Crédit Agri 3 J axereal 3 J Crédit Mutuel 7 J COGEP	
	Accréditeur (personnel mis à disposition)	Participation du personnel des accréditeurs : Construction du parcours en partenariat avec les professionnels	16 J Accréditeurs	
Projet Licence AGRI STRATEGIE DE PRECISION (ouverture 2027) <u>Projet France 2030</u>	La cheffe de projet	Ingénierie de formation et pédagogique Coordination	10 jours	1.05 ETP + 36 jours d'intervention
	Un responsable de formation agri-stratège de précision	Ingénierie de formation, prospection entreprises et apprenants, construction des unités de formation , gestion du plan d'amélioration, construction de situation d'évaluation, construction du réseau	Sur 3 ans= 1.05 ETP	
	Membres du consortium	Participation des membres du consortium aux diverses réunions	Sur 3 ans= 14 Jours CA 18 IUT 36 /Université	
	Accréditeur (personnel mis à disposition)	Participation du personnel des accréditeurs : Construction du parcours en partenariat avec les professionnels	6 J Accréditeurs	
Projet Licence ou Bachelor Agro STRATEGIE EN ELEVAGE ECO RESPONSABLE	La cheffe de projet	Ingénierie de formation et pédagogique Coordination	10 jours	1.05 ETP + 23 jours d'interventions
	Un responsable	Ingénierie de formation,	Sur 3 ans=	

<p>(ouverture 2027)</p> <p><u>Projet France 2030</u></p>	de formation stratège en élevage eco- responsable	prospection entreprises et apprenants, construction des unités de formation , gestion du plan d'amélioration, construction de situation d'évaluation, construction du réseau	1.05 ETP	
	Membres du consortium	Participation des membres du consortium aux diverses réunions	Sur 3 ans= 7 Jours CA 18 3 Jours LSDH	
	Accréditeur (personnel mis à disposition)	Participation du personnel des accréditeurs : Construction du parcours en partenariat avec les professionnels	3 J Accréditeurs	
<p>Projet Licence ou Bachelor Agro EXPERIMENTATEUR (Ouverture 2027)</p> <p><u>Projet France 2030</u></p>	La cheffe de projet	Ingénierie de formation et pédagogique Coordination	Sur 3 ans 0.1 ETP	<p>1.6 ETP + 43 jours d'intervention</p>
	Un responsable de formation stratège en élevage eco- responsable	Ingénierie de formation, prospection entreprises et apprenants, construction des unités de formation , gestion du plan d'amélioration, construction de situation d'évaluation, construction du réseau	Sur 3 ans= 1.5 ETP	
	Membres du consortium	Participation des membres du consortium aux diverses réunions	Sur 3 ans= 28 Jours CA 18 6 J INRAE 3 Jours ARVALIS 3 Jours Tere Innovia	
	Accréditeur (personnel mis à disposition)	Participation du personnel des accréditeurs : Construction du parcours en partenariat avec les professionnels	3 J Accréditeurs	

Annexe 9 : outils, partenariats et démarches envisagés pour atteindre les objectifs du projet

Pour la réussite du projet, nous avons élaboré le plan de charge des commissions et comités suivant :

Comité ou commission	Composition	Mission	Rythme	Estimation du temps
Conseil des fondateurs	Directeur EPLEFPA 18, Président de la chambre d'agriculture 18 + les co-directeurs	Prend les décisions stratégiques, approuve les budgets, et valide les progrès globaux du projet	2 fois par an	
Comité d'orientation stratégique du pôle supérieur de la culture du vivant	Les décideurs territoriaux, les partenaires de soutien (Draaf, DDT, ...) Apecita + comité de pilotage + représentants apprenants	Propose des décisions stratégiques, approuve les budgets, et valide les progrès globaux du projet.	2 fois par an	4h par réunion
Comité de pilotage	Directeurs EPLEFPA, Président chambre agriculture 18, Institut agro, CNAM , autres certificateurs, représentants des entreprises, Form@terre + comité de direction	Surveiller et guider l'exécution opérationnelle des projets ; Prendre des décisions opérationnelles	2 fois par an	4h par réunion
Comité de direction	Les co-directeur, l'adjointe aux co-directeurs, chef de projet global + responsables de projet diplôme	Gestion des projets, priorisation, délégation Gestion financière	2 fois par mois sur 11 mois	77 h par an
Un Comité technique par diplôme	Le comité de direction, les membres du consortium, les autres partenaires + les représentants des enseignants	Validation de l'architecture de la certification, adéquation entre les attentes des employeurs et des accréditeurs, force de propositions, gestion de l'organisation de la certification, rôle de veille sur les compétences attendues	En phase de lancement 1 fois tous les deux mois	soit 18 h par an et par certification
			En phase de croisière 1 fois tous les 6 mois (présentiel ou visio)	6 h par certification
1 Commission de travail par certification (élaboration)	Les enseignants, les membres du consortium, les partenaires + le comité de direction + les experts du domaine	Rôles : Élabore et affine les programmes de formation, gestion de l'habilitation de la formation	En phase de lancement 1 fois tous les 15 jours	60 heures par an (10 mois * 2 réunions * 3 h)
		En phase de croisière Amélioration et adaptation de la certification	1 fois tous les 2 mois (présentiel ou visio)	30 h

Notre organisation préfigurée doit permettre la bonne conduite de notre projet. Les différents comités et commissions devraient favoriser la création d'une communauté vouée à créer des formations supérieures dans les secteurs du vivant. Et nous souhaitons que d'autres établissements agricoles puissent intégrer notre dispositif. Notre plan de communication doit permettre ce rapprochement, et participer à la notoriété du pôle qui se veut devenir régional à terme.

Annexe 10 : résultats attendus et impacts du projet sur la filière économique et sur le territoire

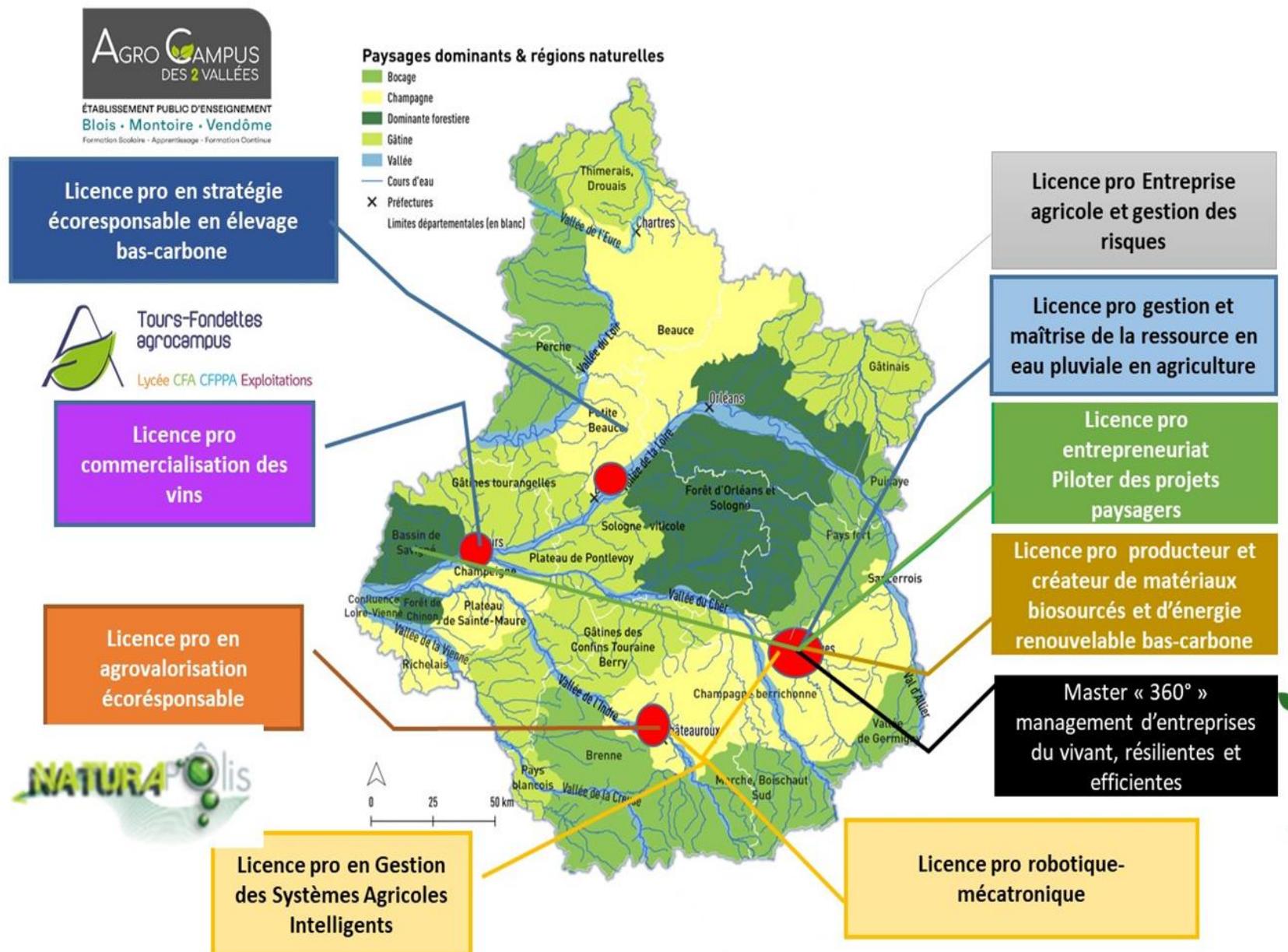
Impacts sur le territoire	Attractivité du territoire en augmentation	Attrait de nouveaux talents et d'investissements dans la région	La création d'un pôle d'excellence dans le domaine de la culture du vivant devrait renforcer l'attractivité du territoire, attirant des étudiants, des chercheurs et des entreprises innovantes.	
		Développement du tourisme académique et professionnel		
	Création de start-up et d'entreprises innovantes	Incubateurs d'entreprises agricoles au sein du pôle	Renforcement de l'écosystème d'innovation : Les partenariats entre le pôle, les entreprises locales et les organismes de recherche devraient créer un écosystème favorable à l'innovation, bénéficiant à l'ensemble du territoire	
		Augmentation du nombre de jeunes entrepreneurs dans le secteur agricole		
	Formation de professionnels qualifiés	Diplômés hautement compétents en agriculture et agroéconomie	Rétention des talents : En offrant des formations de haut niveau et des opportunités d'emploi locales, le projet pourrait contribuer à réduire l'exode des jeunes talents vers d'autres régions ou pays	
Impacts sur la filière économique		Amélioration des compétences en gestion d'exploitation agricole		
		Augmentation du nombre d'experts en technologies agricoles avancées		
Production de recherches et d'innovations	Publications scientifiques dans des revues spécialisées	Rayonnement du territoire : Le pôle pourrait devenir une référence nationale, dans son domaine, contribuant ainsi au rayonnement de la région au-delà de ses frontières		
	Brevets pour de nouvelles technologies agricoles			
	Développement de nouvelles variétés de cultures ou de techniques d'élevage			
Impacts sur la filière économique	Développement économique local	Création d'emplois : Générer des emplois directs dans l'entreprise et des emplois indirects chez les fournisseurs et partenaires locaux.	Réponse aux besoins en compétences : En formant des professionnels qualifiés le projet répond directement aux besoins en compétences de ces secteurs. Cela devrait contribuer à combler les pénuries de main-d'œuvre qualifiée et à améliorer la compétitivité des entreprises.	
		Revitalisation économique : Dynamiser l'économie locale, notamment dans les régions moins développées ou en déclin		
	Renforcement de la compétitivité	Innovation : Introduction de nouvelles technologies et méthodes qui peuvent servir de modèle à d'autres entreprises de la filière.	Stimulation de l'innovation : Les formations axées sur l'innovation que nous souhaitons mettre en place, devraient favoriser l'émergence de nouvelles pratiques et technologies dans le secteur agricole. Cela pourrait se traduire par une augmentation de la productivité et de la durabilité des exploitations	
		Formation et compétences : Amélioration des compétences locales grâce à la formation et au transfert de connaissances.		
	Effet de levier	Investissements : Stimuler des investissements supplémentaires dans la région par d'autres entreprises ou investisseurs attirés par le succès du projet.	Renforcement des liens entre formation et entreprises : Les partenariats prévus avec les entreprises devraient faciliter le transfert de connaissances entre le monde académique et le monde professionnel. Cela pourrait accélérer l'adoption de nouvelles pratiques et technologies par les entreprises du secteur	
		Partenariats : Établir de nouveaux partenariats et collaborations au sein de la filière, renforçant ainsi l'écosystème économique local		
		Revitalisation des zones rurales grâce à l'implantation d'activités		
Impacts sur la filière économique	Création de valeur	Valeur ajoutée : Augmenter la valeur ajoutée locale en transformant des matières premières ou des produits semi-finis en produits finis de plus grande valeur.	Développement de l'entrepreneuriat : La formation de professionnels capables de gérer des projets complexes et innovants pourrait stimuler la création d'entreprises dans le secteur agricole et agroalimentaire, contribuant ainsi à la dynamisation économique du secteur.	
		Exportations : Augmenter les exportations de la région, ce qui contribue à améliorer la balance commerciale.		
		Augmentation du PIB régional lié à l'agriculture		
	Développement économique local : L'afflux d'étudiants et de professionnels liés au pôle devrait stimuler l'économie locale (logement, restauration, services, etc.).			
	Adaptation aux enjeux du développement durable : L'accent mis sur l'agroécologie et les pratiques durables devrait aider les filières agricoles et agroalimentaires à mieux répondre aux défis environnementaux et sociaux actuels, renforçant ainsi leur résilience et leur acceptabilité sociale			

Annexe 11 : calendrier de mise en œuvre et d'exploitation

Avril – juin 2025	Prospection pour la licence paysage	
	Prospection pour la licence commercialisation vin	
	Lancement officiel de la licence paysage 18 avril avec le CNAM	
	Prospection pour la licence commercialisation vin	
	Lancement officiel de la licence commercialisation vin	
Juin 2025	Réponse à l'appel à projet France 2030	
	Concrétisation des contrats d'apprentissage (et décision d'ouverture ou non) paysage et vin	
Septembre 2025 à août 2026		
Septembre 2025 décembre 2025	Ouverture licence paysage	Début des cours pour la première promotion Mise en œuvre des outils de suivi et d'évaluation
	Ouverture licence vin	Début des cours pour la première promotion Mise en œuvre des outils de suivi et d'évaluation
	Projet licence eau	Conception et préparation : licence gestion de l'eau Développement des programmes d'études
	Projet « expérimentation »	Conception et préparation avec les professionnels Recherche de l'accréditeur
Janvier -mai 2026	Projet Master	Conception et préparation Validation de l'accréditeur Développement des programmes d'études
	Projet licence eau	Développement des programmes d'études Recrutement de l'équipe pédagogique
	Projet licence expérimentation	Développement des programmes d'études Recrutement de l'équipe pédagogique
	Prospection pour le master	
	Prospection licence pro expérimentateur	
	Prospection pour la licence eau	
	Prospection pour la licence paysage	
	Prospection pour la licence vin	
	Bilan financier intermédiaire	
	Concrétisation des contrats d'apprentissage (et décision d'ouverture ou non) du master, licence « eau » licence « expérimentation »	
Mai août 2026	Lancement officiel du master	
	Concrétisation des contrats d'apprentissage (et décision d'ouverture ou non) de la licence eau	
	Lancement officiel de la licence eau	
Septembre 2026 à 1er novembre 2027		
Septembre 2026 Décembre	Ouverture Master année 1	
	Ouverture formation « eau »	
	Ouverture licence expérimentation	
	Ouverture année 2 des licences vin et paysage	
	Projet licence Agriculture de précision	Développement des programmes d'études
		Recrutement de l'équipe pédagogique
	Projet licence élevage	Développement des programmes d'études Recrutement de l'équipe pédagogique
Janvier 2027-Mars	Prospection pour la licence élevage	
	Prospection pour la licence agriculture de précision	
	Prospection pour la licence élevage	
Avril Juin 2027	Prospection pour le master	
	Prospection pour la licence eau	
	Prospection pour la licence paysage	
	Prospection pour la licence biosourcés	
	Bilan financier intermédiaire France 2030	
Juin Août 2027	Concrétisation des contrats d'apprentissage (et décision d'ouverture ou non) pour les licences élevage, agriculture de précision, expérimentateur	
	Lancement officiel des licences élevage, agriculture de précision, expérimentateur	
	Ouverture licence agriculture de précision	

Septembre 2027 – Novembre 2027	Ouverture licence élevage
	Ouverture master année 2
	Bilan financier intermédiaire France 2030
Novembre 2027 – juin 2028	Prospection pour les diverses formations ouvertes, suivi des formations en place,
	Organisation de conférences
	Étude d'opportunité sur les formations différées
	Bilan financier intermédiaire France 2030

Annexe 12 : localisation régionale des formations

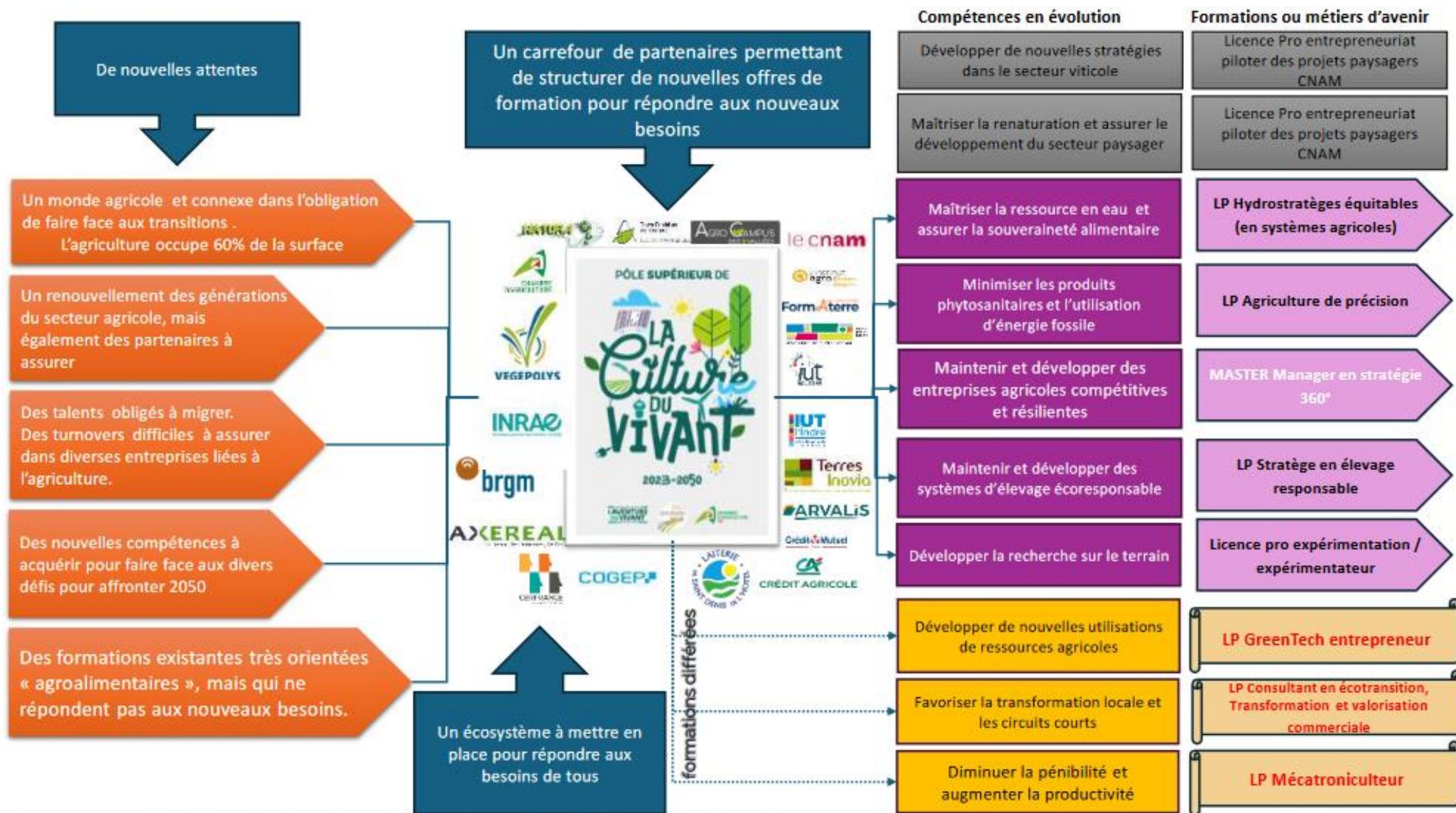


Annexe 13 : identification des risques du projet et de leurs impacts financiers

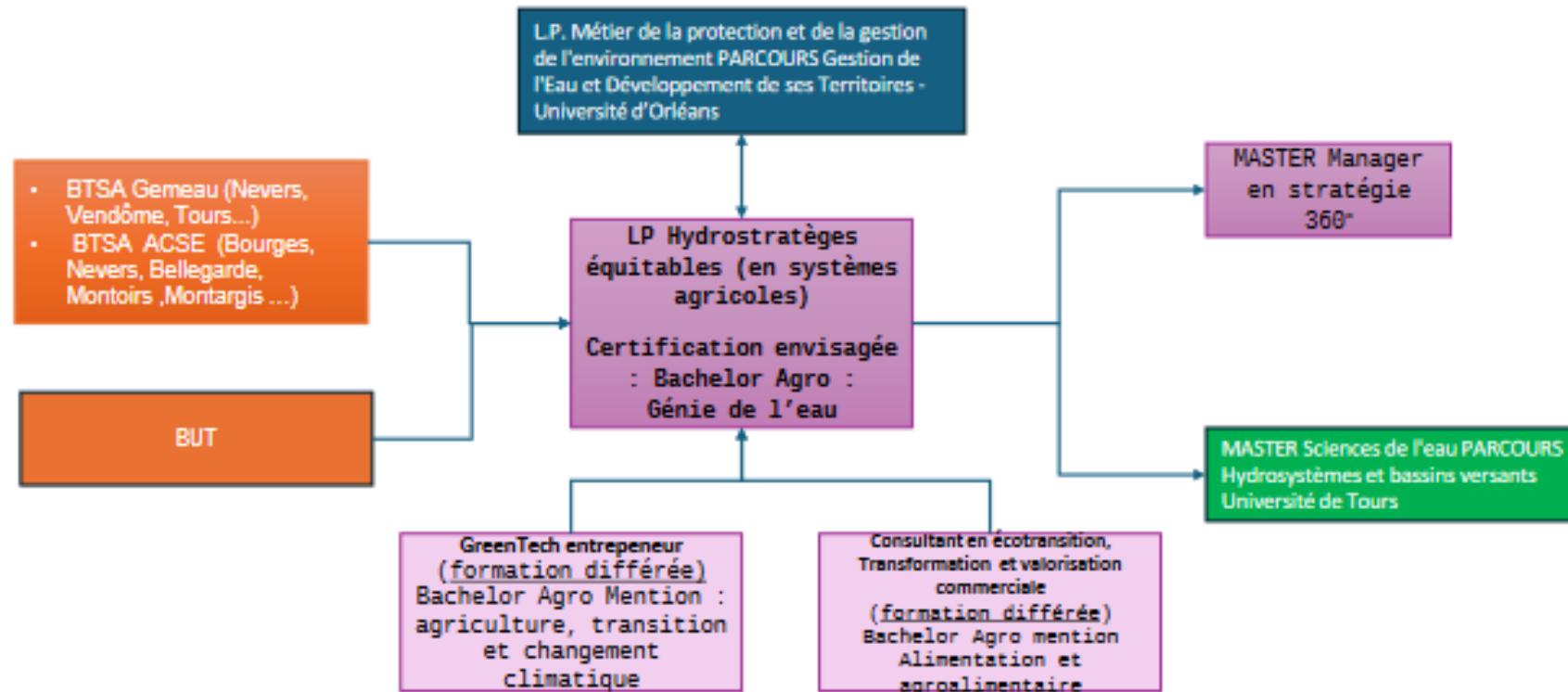
	Le risque envisagé	Impacts	Traitements envisagés ou mis en place
1	Risque lié à la prospection des entreprises partenaires	Risque de concevoir des formations inadaptées aux besoins des entreprises et aux emplois disponibles sur le marché.	Un responsable dédié par certification sera nommé pour devenir le référent dans le domaine, assurant ainsi une cohérence entre la formation proposée, les besoins des entreprises, et les attentes des apprenants.
2	Risque de non-adhésion des acteurs locaux :	Le projet dépend également de la collaboration des établissements agricoles existants et des autorités académiques. Si les partenaires ne sont pas convaincus ou engagés, cela pourrait nuire à la mise en place des formations et des certifications requises.	Le projet a débuté avec l'adhésion de partenaires locaux tels que la DRAAF, Bourges+, et le Conseil départemental, pour assurer leur engagement.
3	Risque de non'accès aux certifications nécessaires	Le projet nécessite l'accréditation de plusieurs diplômes par des accréditeurs. Des retards dans ces processus d'accréditation ou des échecs à obtenir les certifications compromettraient la reconnaissance officielle des formations et leur attractivité auprès des étudiants et des entreprises.	Afin d'atténuer ce risque, nous avons engagé des contacts avec plusieurs accréditeurs, tels que l'Institut Agro de Rennes, le CNAM et VetAgro. Nous pensons aussi prendre contact avec AgroParisTech
4	Risque à la recherche de financement externe (les 15% obligatoire)	Le financement France 2030 Régionalisé exige 15 % de contributions privées, faute de quoi le projet risque de devenir inéligible	La construction du consortium préalable au dépôt de demande de financement a permis d'obtenir des accords. Le fait d'avoir une équipe renforcée dans le pilotage général du projet doit permettre d'atteindre cet objectif. De plus, nous sommes associés avec 3 autres établissements publics pouvant solliciter de la taxe d'apprentissage. (cette dernière est éligible comme financement privé à hauteur de 50%). Nous avons également Vegepolys valley dans nos membres de consortium pour nous aider à obtenir des partenariats
5	Retard dans l'accréditation des formations :	L'accréditation par les partenaires est cruciale pour la validation des diplômes. Tout retard ou échec dans ce processus pourrait ralentir la mise en œuvre des formations.	Nous envisageons la mise en place de 9 nouvelles formations. En prévention de ce risque, nous avons envisagé un étalement de la mise en place des formations sur 3 ans. Nous avons conçu un système avec un responsable par projet de formation et une équipe de pilotage général. Nous avons imaginé de pouvoir faire appel à plusieurs accréditeurs. Sur les 9 formations, nous nous sommes adossés à des certifications que devrait mettre en place le ministère de l'Agriculture avec la nouvelle loi d'orientation
6	Retard dans les décrets de mise en	Impossibilité de proposer les formations dans les délais envisagés et impacts sur le délai de retour sur	Dans notre proposition, les deux premières formations sont des licences professionnelles négociées avec le CNAM. Par contre les autres certifications sont

	place des bachelors agro	investissement	dépendantes de la loi d'orientation et de la volonté des accréditeurs à créer de nouveaux dispositifs.
7	Risque lié à la prospection des apprenants	Ce risque constitue une menace majeure pour la pérennité du dispositif et pour le retour sur investissement.	Conscients de ce risque, nous avons envisagé plusieurs axes de prévention Axe 1 : la communication : Nous avons prévu de faire appel à des prestataires pour réaliser des visuels accrocheurs. Nous avons estimé qu'il fallait un personnel pour animer les divers réseaux sociaux pour nous faire connaître. Nous avons envisagé de mettre en place un site internet dédié à ce pôle Axe 2 : le recrutement. Nous avons envisagé de mobiliser des ETP pour promouvoir nos formations dans divers salons et événementiels. Axe 3 la prospection directe auprès des établissements scolaires ; Le responsable projet a un temps consacré à ce démarchage . Nous estimons qu'il doit « visiter » au minimum 10 établissements pour recruter nos 7 apprentis de première année. Axe 4 : des événementiels réguliers pour une diffusion auprès d'un public plus large
8	Risque lié au recrutement de l'équipe projet et des formateurs	L'impossibilité de constituer une équipe « motivée » par la formation à mettre en place et de trouver des formateurs ou des professionnels intervenants peut arrêter le projet.	Ce risque demande de l'anticipation de 3 à 5 mois. Et il constitue à l'heure actuelle une variable peu maîtrisable à l'heure actuelle. Pour anticiper, nous avons répondu à l'appel à projets du ministère de l'Agriculture pour un poste de « chef de projet » en accord avec les écoles d'ingénieurs du ministère.
9	Risque de sous-effectif dans les promotions :	Ce risque peut entraîner la non-ouverture ou le rapport des formations, compromettant ainsi le retour sur investissement.	Nous espérons que les moyens déployés dans la prospection éviteront cette hypothèse. Nous avons tablé notre raisonnement sur des effectifs « raisonnables » de 5 apprentis en début de formation pour atteindre 12 apprentis la cinquième année. Pour atteindre cet objectif, cela impose que les moyens de communication et de prospection se maintiennent sur 5 ans. Nous gardons espoir que le conseil régional maintiendra son aide pour soutenir les formations par apprentissage à faible effectif.
10	Partenariats stratégiques pour le financement	La participation financière des entreprises locales et des organisations académiques est cruciale. Un échec dans la mobilisation de ces soutiens pourrait entraîner une pression supplémentaire sur les ressources propres du projet. De même que la prise en compte des salaires des « fonctionnaires »	La viabilité financière du projet dépend largement de la prise en compte des salaires des fonctionnaires. Si cette compensation n'est pas possible, le projet est voué à l'échec .

Annexe 14 : synthèse des cursus du projet France 2030



Nouveau Métier ou spécialisation : Hydrostratège équitable

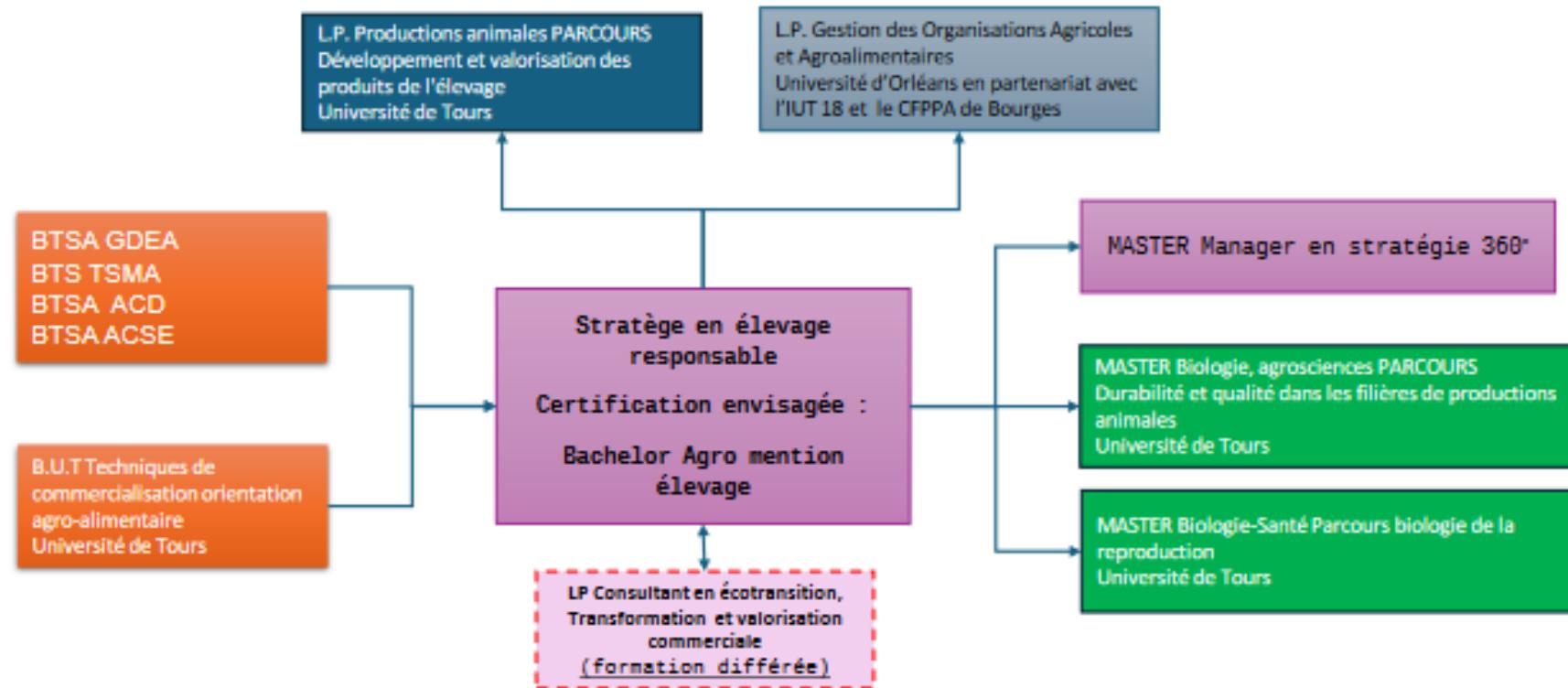


Sourcing

Passerelle

Débouché

Nouveau Métier ou spécialisation : Stratège en élevage écoresponsable

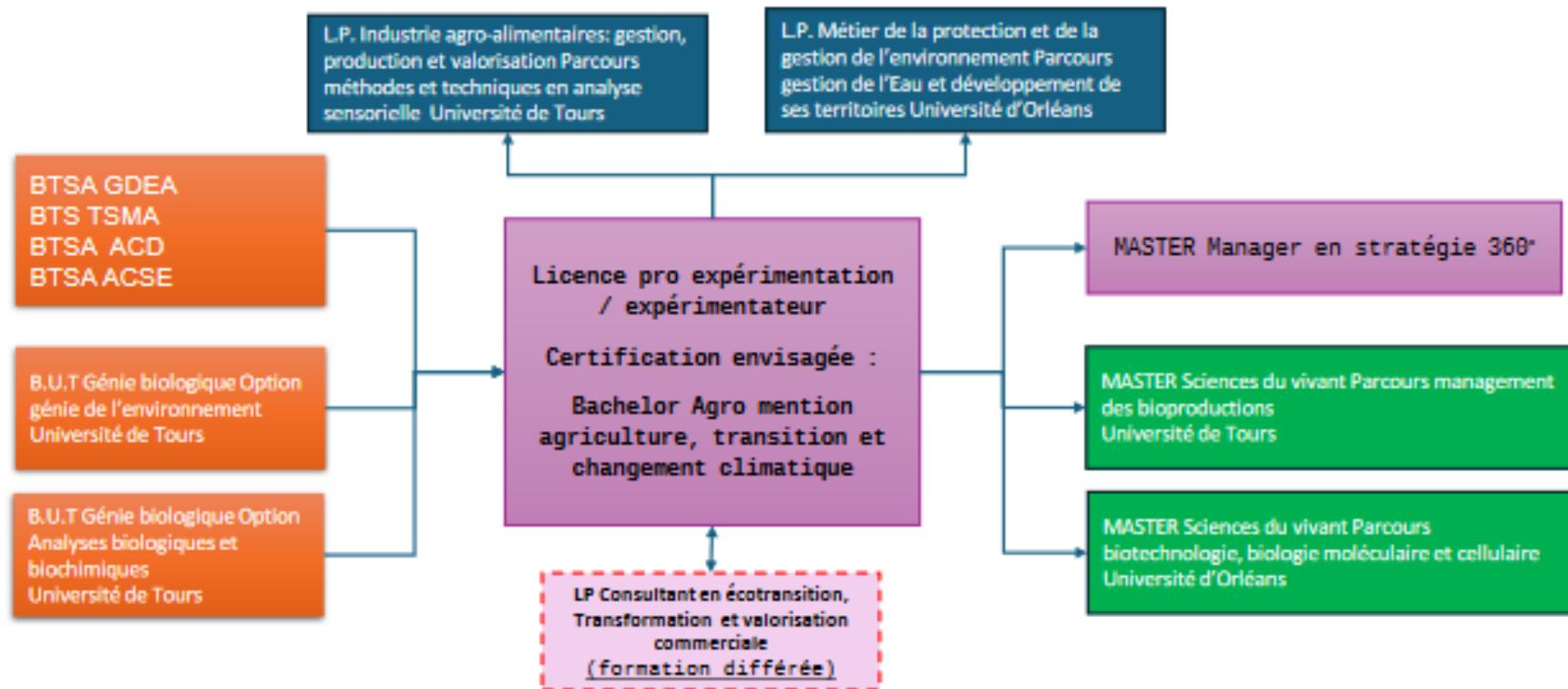


Sourcing

Passerelle

Débouché

Nouveau Métier ou spécialisation : Expérimentateur

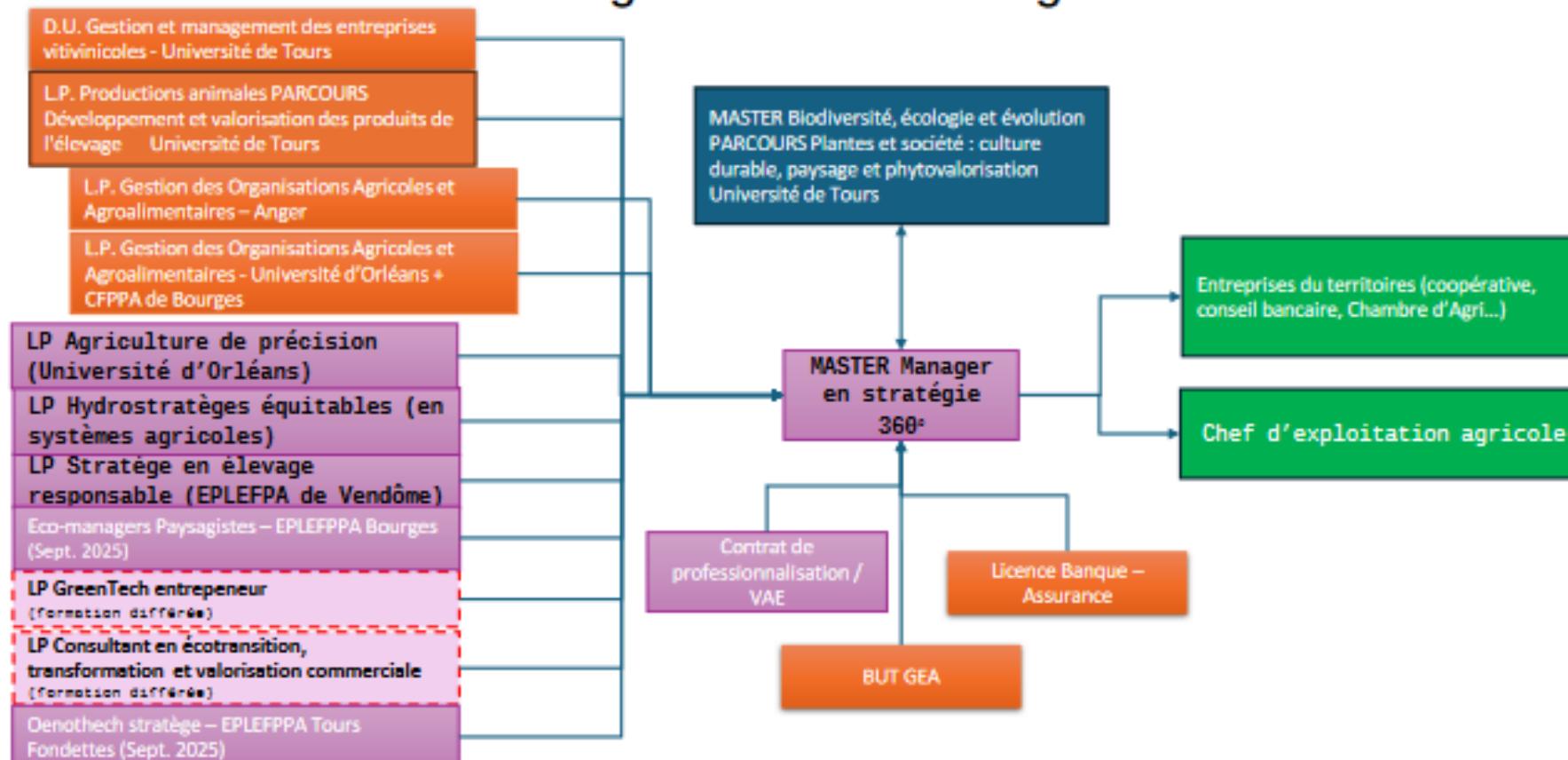


Sourcing

Passerelle

Débouché

MASTER Manager en stratégie 360°



Sourcing → Passerelle → Débouché

Ambition 1 du SRESRI - Faire de la région Centre-Val de Loire un territoire pleinement accueillant pour les étudiants

Action 1 - Faire de la région Centre-Val de Loire un territoire accueillant pour les étudiants

- Réseau de 4 EPL en liaison via des salles comodales
- Structuration de réseaux territoriaux intégrant l'enseignement supérieur, la recherche et les acteurs économiques

Action 4 - Améliorer l'accessibilité à l'enseignement supérieur

- jeunes issus du milieu agricole et rural se heurte à des obstacles de mobilité et de disponibilité des formations adaptées

AMBITION 2 : DÉVELOPPER LES APTITUDES ET LES COMPÉTENCES POUR PRÉPARER NOS JEUNES AU MONDE DE DEMAIN

Actions 9 et 10 - Renforcer la professionnalisation et l'adéquation formation-emploi

- favoriser l'insertion professionnelle des étudiants en développant des formations en apprentissage et en alternance adaptées aux réalités du marché du travail.
- Le projet anticipe les évolutions du secteur agricole, notamment en formant des profils spécialisés sur des thématiques cruciales

Action 11 - Développer des passerelles entre les niveaux de formation

- Le projet s'inscrit dans une logique de continuité éducative, en structurant des parcours de formation permettant aux étudiants d'évoluer progressivement du niveau Bac+2 au niveau Bac+5 sans devoir quitter la région

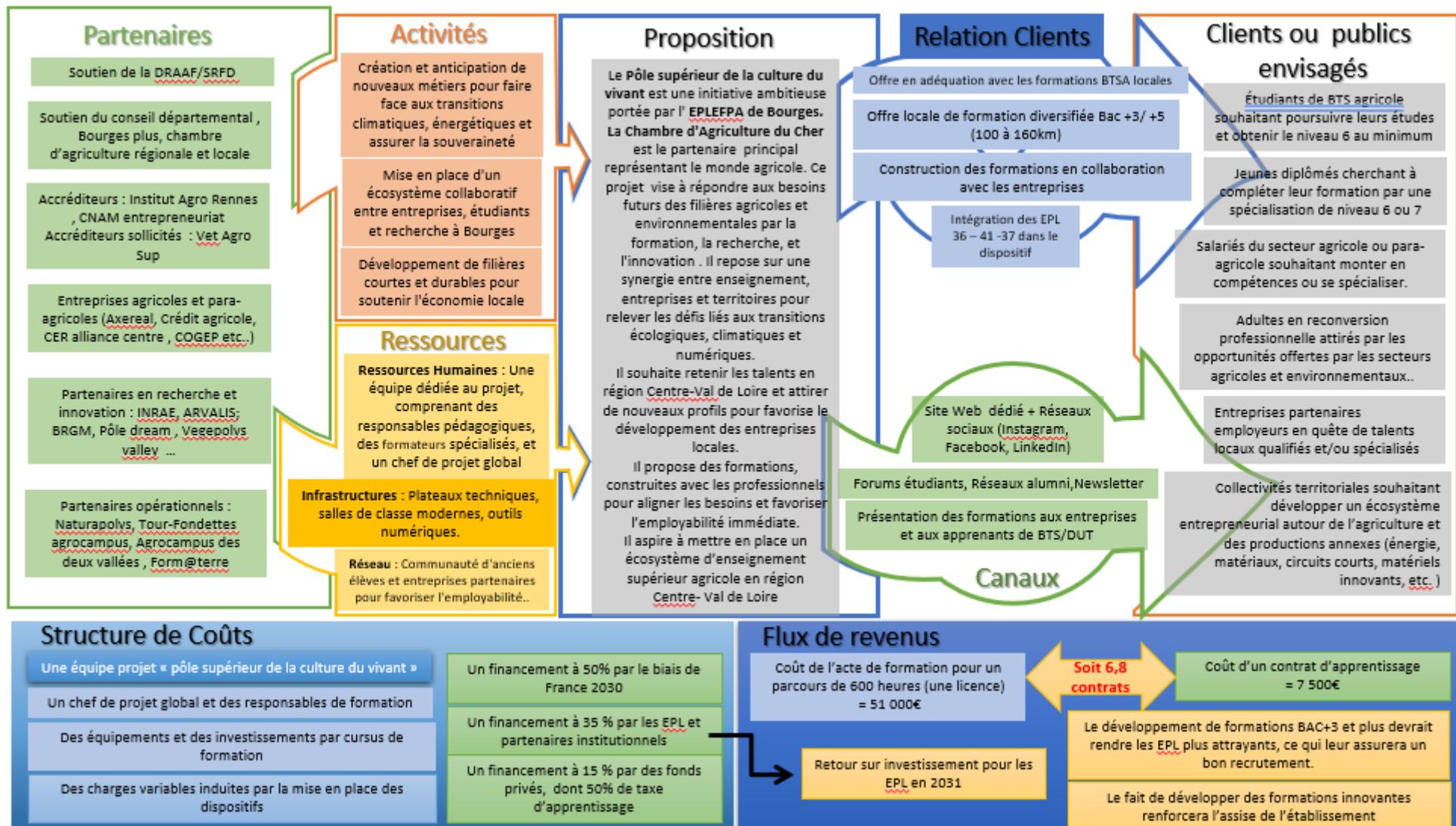
Ambition 3 - Positionner la recherche régionale au plus haut niveau national et international

- Ce projet repose sur une collaboration étroite avec des instituts de recherche de premier plan, tels que INRAE, BRGM, Arvalis et Végépolys Valley, afin de créer un écosystème de recherche appliquée au service de l'innovation agricole et agroalimentaire.

AMBITION 4 : S'APPUYER SUR LA RECHERCHE POUR STIMULER L'INNOVATION

- Notre ambition est de créer un centre d'échange et de stimulation technologique , visant à accélérer l'innovation dans des domaines stratégique de la gestion et de la préservation des ressources en eau, de développer de la robotique et de l'agriculture de précision, d'initier des productions de matériaux biosourcés et d'énergie décarbonée

Annexe 15: « business model »





Notre ambition

- Ce projet s'ancre au cœur des secteurs vitaux qui sont l'alimentation, l'eau, l'environnement, les paysages, l'énergie verte et la recherche. Les métiers de la culture du vivant, essentiels au développement économique et social des territoires, se réinventent pour répondre aux enjeux des transitions écologiques, énergétiques et numériques dans un monde incertain. Cela implique de proposer aux jeunes générations de nouvelles formations innovantes et professionnalisantes en phase avec les besoins des entreprises tournées vers l'avenir.
- Soutenu par un large consortium régional, le projet piloté par l'EPLEFPA et la Chambre d'agriculture du Cher ambitionne de créer un pôle supérieur de la culture du vivant. Son objectif est de connecter formation, recherche, innovation et entreprises pour répondre aux enjeux du territoire et de la transition écologique. Déjà concrétisé par deux licences prévues pour la rentrée 2025, le projet entend aller plus loin avec la création de quatre licences professionnelles et d'un master conçu au plus près des besoins du territoire.



Nos objectifs

Le projet vise la création de quatre licences professionnelles et d'un master. Il s'articule autour de cinq axes stratégiques :

- Gestion durable de la ressource en eau
- Maintien d'un élevage résilient et responsable
- Déploiement de l'agriculture de précision
- Développement de nouvelles compétences stratégiques pour les conseillers de demain
- Maîtrise des expérimentations en conditions réelles

Et demain...

Une deuxième phase prévoit le développement de trois formations innovantes, dans des secteurs à fort potentiel :

- Biomatériaux et nouvelles matières premières
- Circuits courts et stratégies de valorisation
- Robotique et technologies agricoles

Ces formations ont pour vocation de répondre aux enjeux actuels et futurs du secteur agricole, de l'agroalimentaire, du machinisme agricole, de la recherche sur le vivant et du conseil aux entreprises du vivant.

Notre ambition est de développer un pôle d'excellence de la culture du vivant en région Centre-Val de Loire, en nous appuyant sur un écosystème dynamique alliant formation, recherche, innovation et pratiques professionnelles.

Un écosystème agricole dynamique et diversifié en Centre Val de Loire



Demande OCAP/47 : 47 000 établissements en activité en 2018/19 - 340 367 ATEO - 32,4% d'entreprises de moins de 11 salariés

Les enjeux d'aujourd'hui pour faire face aux défis de demain

- L'évolution climatique et l'adaptation nécessaire aux changements climatiques et environnementaux
- La rareté des ressources nécessitant notamment une gestion optimisée de l'eau, la production de matériaux biosourcés, la production d'énergie bas carbone
- Des attentes sociétales en évolution avec une demande croissante pour des pratiques durables et éthiques, des conditions de travail vivables et motivantes...
- La nécessité d'aller vers une souveraineté alimentaire en sécurisant les productions locales et en favorisant les circuits courts
- Le renouvellement des générations d'agriculteurs en formant de nouveaux publics sur un modèle d'agriculture durable et vivable pour le dirigeant



De nouveaux besoins

- Répondre à une demande de productions locales
- Minimiser les gaz à effet de serre et améliorer le bilan carbone du secteur agricole
- Limiter la pénibilité
- Limiter l'utilisation de pesticides
- Développer des entreprises viables et vivantes
- Développer un système compétitif et résilient



De nouvelles compétences à maîtriser

- Gestion des ressources limitées : par exemple l'eau
- Anticipation : élaboration de stratégies poly-factorielles
- Pilotage du flux : gestion de l'incertitude et agilité
- Communication et marketing : maîtrise des médias
- Captage des opportunités et innovation : émergence de nouveaux projets
- Développement de la résilience : capacité à résister et rebondir

Une région agricole forte mais un manque de formations supérieures agricoles



Notre défi

Mettre en place des **formations structurantes** au service des transitions de demain



Notre proposition ciblera plusieurs nouveaux métiers



Hydro-stratégies équitables
Formation : Chambre Agro-Ceinture de l'Est



Manager en stratégies 360
Formation : Maastricht



Mécatronicien
Formation : Lycées agricultures de précision

Ces cinq formations innovantes de niveaux 6 (licence/bachelor) et 7 (master) constituent le socle stratégique de notre demande de financement dans le cadre du programme France 2030 régionalisé



Stratégie en élevage Eco-responsable
Formation : Institut Agronomique de l'élevage, Innovation et développement durable



Experimentateur
Formation : Institut Agronomique Agricole, Innovation et changement stratégique



Eco-managers Paysagistes
Formation : Licence professionnelle en paysannerie avec la CCI



Oenotech-stratégie
Formation : Licence professionnelle en oenotourisme avec la CCI

Deux nouvelles formations mises en place en **septembre 2023** pour répondre à des besoins d'entreprises locales



Consultant en écotechnologie, transformation et valorisation commerciale
Formation : Institut Agronomique et Maitrise d'affaires



Robotique-mécatronique agricole
Formation : Institut Agronomique et Maitrise d'affaires



GreenTech entrepreneur
Formation : Institut Agronomique et Maitrise d'affaires

Trois autres formations en projet mises en attente de financement



Un consortium en construction regroupant de nombreux partenaires

Un épicentre : Campus du Haut Berry, Chambre d'agriculture du Cher, Bourges plus, DRAAF Centre-Val de Loire



Un réseau d'établissements agricoles :



Un ensemble d'entreprises et de structures locales : banques, centre de gestion, entreprises, instituts techniques...

Deux maillons essentiels manquent aujourd'hui à l'offre de formation en Centre-Val de Loire :

- Un centre de formation supérieur agricole accrédité pour délivrer les nouveaux Bachelor Agro du ministère de l'Agriculture
- Une école supérieure habilitée à proposer un master à forte orientation agricole

Un réseau dynamique d'acteurs complémentaires mobilisés en fonction des besoins en compétences



Rencontres régulières
Mutualisation de ressources
Ouverture et enrichissement progressif à d'autres acteurs
Création d'un réseau d'alumni dynamique

Un réseau vivant qui a vocation à s'étendre progressivement en cohérence avec le déploiement de nouvelles formations pour offrir des réponses toujours plus innovantes et adaptées aux enjeux des entreprises locales

Les Impacts

Sur le territoire

- Préparer les nouvelles générations aux transitions
- Augmenter l'attractivité
- Proposer des formations professionnelles hautement qualifiées
- Favoriser l'innovation et la recherche
- Développer la création de start-up et d'entreprises

Impacts collatéraux

- Répondre aux besoins de collaborateurs et de compétences des entreprises locales
- Développement de l'entrepreneuriat
- Rétention de talents
- Renforcement de l'écosystème d'innovation
- Renforcement des liens formation-recherche-entreprise
- Répondre aux nouvelles attentes de la loi d'orientation pour la souveraineté alimentaire et le renouvellement des générations en agriculture

Sur les filières

- Création de valeur ajoutée des productions agricoles locales
- Renforcement de la compétitivité
- Revitalisation des zones rurales
- Développement économique local
- Création d'un réseau de formations structurantes supérieures



Le calendrier

Septembre 2025

- Licence professionnelle pilote des projets paysagers
- Licence professionnelle commercialisation des vins

Septembre 2026-27

- Licence professionnelle expérimentation
- Bachelor Agro mention Génie de l'eau
- Licence professionnelle agriculture de précision

Septembre 2027-28

- Master stratégie 360°
- Bachelor Agro mention élevage, transition et changement climatique

Septembre 2028

Fin du financement France 2030 régionalisé

Septembre 2027

Recherche de financement pour proposer nos formations différentes

Septembre 2028-29

- Bachelor Agro mention génie de la bioéconomie, de la décarbonation et de l'énergétique agricole
- Bachelor agro mention alimentation et agroalimentaire
- Bachelor agro mention génie de la robotique et du numérique agricole



Le président de
la chambre
d'agriculture
Frédéric
HERMENS



Initié sous la précédente mandature, la nouvelle équipe de la Chambre d'agriculture est heureuse de prendre la suite de ce beau projet visant à construire un pôle d'excellence autour des métiers du vivant en région Centre-Val de Loire. Cette alliance entre la connaissance des métiers et des savoirs faire professionnels de la Chambre d'Agriculture et le savoir-faire pédagogique du Lycée Agricole, ouvre de nouvelles portes pour les étudiants qui concourront au développement du monde agricole de demain. Grâce à cette collaboration, les futurs collaborateurs des organisations professionnelles et les futurs agriculteurs auront accès à un enseignement supérieur de qualité, aligné sur les besoins du secteur et imprégné des dernières avancées technologiques. Ce partenariat stratégique fort qui s'inscrit dans le temps profitera non seulement aux étudiants, mais aussi aux entreprises agricoles, aux entreprises para agricoles et à l'agriculture dans son ensemble. Il symbolise notre engagement commun envers la formation, l'innovation et le développement durable.



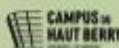
La Présidente de
Bourges Plus
Irène FELIX



Bourges Plus porte un intérêt particulier aux démarches qui, comme celles du lycée agricole, permettent la promotion sociale des jeunes de notre territoire. Le développement des formations sur le territoire de Bourges Plus s'inscrit dans notre volonté de réconcilier la science et la société dans un environnement qui mise sur la recherche et l'innovation.



Le Directeur de
l'EPLEFPA du
Cher
Vincent
DUFRAISSE



"L'enseignement agricole, deuxième dispositif éducatif en France, s'est toujours distingué par ses capacités d'adaptation et d'innovation pédagogique. Ce marqueur identitaire fort de l'enseignement agricole s'exerce à travers l'introduction de nouveaux modes d'apprentissage, d'enseignement ou d'évolution avec de nouveaux outils, modes d'organisation ou de nouvelles ressources.

La formation apparaît comme une nécessité fondamentale pour résoudre des problèmes, renouveler des pratiques et anticiper les mutations du monde agricole. Ces mutations ou "transitions" sont aujourd'hui multiples (agro-écologiques, climatiques, ...etc) et questionnent nos sociétés désireuses d'évolutions vers des modèles agricoles et alimentaires résilients et accessibles à tous.

Pour être effectif, il convient de former des apprenants en capacité de comprendre les transitions actuelles et leurs enjeux et de développer des compétences spécifiques.

La création d'un pôle supérieur du vivant au Subdray, s'inscrit dans la dynamique historique d'innovation de l'enseignement agricole et la volonté de répondre aux défis d'aujourd'hui, centré sur son territoire avec et au service de la profession".